

**Ministère de l'Agriculture, des
Ressources Hydrauliques, de
l'Assainissement, et de la Sécurité
Alimentaire**

.....
Secrétariat Général

.....
DGRE-DGAEUE-ONEA

Burkina Faso
Unité - Progrès - Justice



**Programme National
d'Approvisionnement
en Eau Potable et d'Assainissement à
l'horizon 2015 [PN-AEPA 2015]**

**RAPPORT BILAN ANNUEL
AU 31 DECEMBRE 2014**

Table des matières

RESUME EXECUTIF -----	v
INTRODUCTION -----	1
I. BILAN PHYSIQUE 2014 DES REALISATIONS D'OUVRAGES -----	5
1.1 OUVRAGES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE-----	5
1.1.1 Milieu rural-----	5
1.1.2 Milieu urbain-----	10
1.2 OUVRAGES D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES ET EXCRETA-----	12
1.2.1 Milieu rural-----	12
1.2.2 Milieu urbain-----	17
II. CADRE UNIFIE DES INTERVENTIONS ET RENFORCEMENT DES CAPACITES EN MILIEU URBAIN -----	18
2.1 CADRE UNIFIE DES INTERVENTIONS-----	19
2.1.1 Renforcement des capacités de gestion du secteur AEPA-----	19
2.1.2 Renforcement des capacités de gestion du service public de l'eau-----	27
2.1.3 Renforcement des capacités de management et d'exécution des travaux et services du secteur privé et des ONG30	
2.1.4 Mise en place des instruments du PN-AEPA-----	33
2.2 RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN MILIEU URBAIN-----	35
2.2.1 Assistance au management-----	35
2.2.2 Assistance au centre des métiers de l'eau (CEMEau) et à la formation-----	36
2.2.3 Assistance à la maîtrise d'ouvrage communale-----	36
2.2.4 Partenariat avec les sociétés d'eau-----	36
2.2.5 Comité de supervision des activités de l'ONEA-----	37
III. BILAN D'EXECUTION FINANCIERE 2014 -----	37
3.1 MILIEU RURAL-----	37
3.1.1 Bilan financier global de l'AEPA-----	37
3.1.2 Bilan financier du Cadre unifié des interventions de l'AEPA-----	38
3.1.3. Bilan financier des réalisations des ouvrages d'AEP-----	39
3.1.4. Bilan financier des réalisations des ouvrages d'AEUE (en millions de FCFA)-----	42
3.2 MILIEU URBAIN-----	46
3.2.1 Bilan financier global en millions de FCFA-----	46
3.2.2 Bilan financier des réalisations AEP (en millions de FCFA)-----	46
3.2.3 Bilan financier des réalisations AEUE (en milliers de FCFA)-----	46
IV. ANALYSE DES PERFORMANCES ET EVOLUTION DES INDICATEURS -----	47
4.1 EAU POTABLE-----	47
4.1.1 Milieu rural-----	47
4.1.2 Milieu urbain-----	53
4.2 ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES ET EXCRETA-----	55
4.2.1 Milieu rural-----	55
4.2.2 Milieu urbain-----	57
V. FINANCEMENT DU PN-AEPA -----	59
5.1 Milieu rural-----	59
5.2 Milieu urbain-----	59
VI. ANALYSE DU PLAN DE PASSATION DES MARCHES -----	60
6.1 Milieu rural-----	60
6.2 Milieu urbain-----	61
CONCLUSION -----	62
Annexe 1 : Situation des montants transférés aux communes dans le domaine de l'AEP -----	63

Liste des tableaux

Tableau 1: Synthèse des réalisations 2014 en matière d'AEP	v
Tableau 2: Synthèse des réalisations 2014 en matière d'AEUE	v
Tableau 3: Planification annuelle des ouvrages d'AEP à réaliser en milieu rural pour l'atteinte des OMD	1
Tableau 4: Planification annuelle des ouvrages d'AEP à réaliser en milieu urbain pour l'atteinte des OMD	1
Tableau 5: Planification annuelle des ouvrages d'AEUE à réaliser en milieu rural pour l'atteinte des OMD	2
Tableau 6: Planification annuelle des ouvrages d'AEUE à réaliser en milieu urbain pour l'atteinte des OMD	2
Tableau 7: Réalisations de forages équipés de pompe, Puits Modernes, AEPS	5
Tableau 8: Réhabilitation de forages équipés de pompe, de puits modernes et d'AEPS	7
Tableau 9: Extension d'AEPS	8
Tableau 10: Difficultés rencontrées et proposition de solutions (AEP rural)	8
Tableau 11 : Réalisations d'ouvrages d'eau potables en milieu urbain	10
Tableau 12: Difficultés rencontrées et proposition de solutions (AEP urbain)	11
Tableau 13 : Constructions de latrines dans les écoles et les CSPTS	12
Tableau 14 : Réalisation de latrines neuves dans les lieux publics	13
Tableau 15 : Construction de nouvelles latrines familiales améliorées et puisards domestiques	14
Tableau 16 : Réhabilitation de latrines dans les écoles, CSPTS et familiales	15
Tableau 17: Difficultés rencontrées et proposition de solutions (AEUE rural)	16
Tableau 18 : Réalisation d'ouvrages d'AEUE en milieu urbain	17
Tableau 19: Difficultés rencontrées et proposition de solutions (AEUE urbain)	18
Tableau 20. Etat de mise en œuvre du contrat d'assistance technique COWI AT PN-AEPA 2010-2015	19
Tableau 21. Cadre logique de l'intervention des 4 Maîtres d'œuvre d'appui aux DREAHA	19
Tableau 22. Missions assistance technique court terme réalisées au cours de l'année 2014 dans le cadre du contrat d'assistance technique COWI AT PN-AEPA.	21
Tableau 23: Situation des PCD-AEPA	24
Tableau 24: Récapitulatif des études menées au cours de l'année 2014 par la DGRE et la DGAEUE.	25
Tableau 25: situation des AUE	27
Tableau 26: Situation des artisans réparateurs	28
Tableau 27: Situation de la gestion des AEPS	29
Tableau 28: Situation des formations au profit des acteurs régionaux	30
Tableau 29: Exécution financière global selon les sources de financement (en millions de FCFA)	37
Tableau 30 : Exécution financière du CUI selon les sources de financement (en millions de FCFA)	38
Tableau 31: Bilan financier des réalisations de nouveaux ouvrages d'AEP (en millions de FCFA)	39
Tableau 32: Bilan financier des réhabilitations d'ouvrages d'AEP (en millions de FCFA)	40
Tableau 33: Bilan financier des extensions (en millions de FCFA)	41
Tableau 34: Bilan financier de construction de latrines institutionnelles et publiques (en millions de FCFA)	42
Tableau 35: Bilan financier de construction de latrines familiales (en millions de FCFA)	43
Tableau 36: Bilan financier des réhabilitations d'ouvrages d'AEUE (en millions de FCFA)	44
Tableau 37: Réalisations financières des constructions de puisards domestiques	45
Tableau 38 : Taux d'exécution financière globale	46
Tableau 39 : Taux d'exécution financière de l'AEP	46
Tableau 40 : Taux d'exécution financière de l'AEUE	46
Tableau 41 : Taux de fonctionnalité des PEM et des AEPS en 2014	47
Tableau 42 : Evolution du taux d'accès à l'eau potable par région (%)	48
Tableau 43 : Analyse comparative des réalisations de 2014 par rapport à la prévision OMD	51
Tableau 44 : Cumul des réalisations communautaires et estimation des besoins en PEM pour l'atteinte des OMD	51
Tableau 45 : Cumul des réalisations communautaires et estimation des besoins en AEPS pour l'atteinte des OMD	52
Tableau 46 : Cumul des réalisations de bornes fontaines et estimation des besoins pour l'atteinte des OMD	52
Tableau 47 : Récapitulatif des réalisations physiques en AEP depuis le démarrage du PN-AEPA	53
Tableau 48 : Taux d'accès à l'eau potable en milieu urbain par direction administrative en 2014 (%)	54
Tableau 49 : Réalisations annuelles des ouvrages d'assainissement	55
Tableau 50 : Taux d'accès à l'assainissement familial en 2014 par région	55
Tableau 51 : Récapitulatif des réalisations physiques en assainissement depuis le démarrage du PN-AEPA	57
Tableau 52 : Taux d'accès à l'assainissement en milieu urbain par direction administrative en 2014 (%)	58
Tableau 53 : Financements acquis par rapport aux besoins de financement (en millions de FCFA)	59
Tableau 54: Exécution BP Loi de finances 2014 (en millions de FCFA)	59
Tableau 55 : Proportion des financements acquis par rapport aux besoins de financement AEPA (en milliards de francs CFA)	59
Tableau 56 : Situation d'exécution des plans de passation des marchés	60

Liste des figures

Figure 1: Nombre de forages non équipés par région	6
Figure 2: Taux d'exécution financière par source de financement	37
Figure 3: Taux d'exécution financière du CUI par source de financement	38
Figure 4: Répartition des dépenses par nature des travaux d'AEP	41
Figure 5: Répartition des dépenses par nature des travaux d'AEUE.....	45
Figure 6: Taux de fonctionnalité des PEM (%)	47
Figure 7: Taux de fonctionnalité des AEPS/PEA (%)	48
Figure 5: Evolution du taux d'accès à l'eau potable en milieu rural.....	49
Figure 9: Carte comparative du taux d'accès à l'eau potable en milieu rural par rapport à la cible OMD.....	49
Figure 4: Cartes comparative du taux d'accès à l'eau potable en milieu rural entre 2005 et 2014.....	50
Figure 11: Evolution du taux d'accès à l'eau potable en milieu urbain.....	53
Figure 12: Cartes du taux d'accès à l'eau potable en milieu urbain par centre ONEA.....	54
Figure 13: Taux d'accès à l'assainissement familial en milieu rural (%).....	56
Figure 14 : Evolution du taux d'accès à l'assainissement familial en milieu rural.....	56
Figure 15 : Evolution du taux d'accès à l'assainissement en milieu urbain	58
Figure 16 : Financements acquis et à rechercher	59

Sigles et abréviations

ABS	: Appui Budgétaire Sectoriel
ACF	: Association Chant de Femme
AEP	: Approvisionnement en eau potable
AEPA	: Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement
AEPHA	: Approvisionnement en Eau Potable Hygiène et Assainissement
AEPS	: Adduction d'Eau Potable Simplifiée
AEUE	: Assainissement des Eaux Usées et Excreta
AMOC	: Assistance à la Maitrise d'Ouvrage Communal
ATPC	: Assainissement Total Piloté par les Communautés
AUE	: Association des Usagers de l'Eau
BAD	: Banque Africaine de Développement
BP	: Branchements Particuliers
BF	: Bornes Fontaines
BPO	: Budget Programme par Objectif
CEMEau	: Centre des Métiers de l'Eau
CNEau	: Conseil National de l'Eau
CNP	: Comité National de Pilotage
CRP	: Comité Régional de Pilotage
CSPS	: Centre de Santé et de Promotion Sociale
CUI	: Cadre Unifié d'Intervention
DGAEUE	: Direction Générale de l'Assainissement des Eaux Usées et Excreta
DGESS	: Direction Générale des Etudes et Statistiques Sectoriels
DGRE	: Direction Générale des Ressources en Eau
DRARHASA	: Direction Régionale de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques, de l'Assainissement et de la Sécurité Alimentaire
DREAHA	: Direction Régionale de l'Eau, des Aménagements Hydrauliques et de l'Assainissement
ENA	: Enquête Nationale sur l'Assainissement
GIRE	: Gestion Intégrée des Ressources en Eau
INO	: Inventaire National des Ouvrages d'approvisionnement en eau potable en milieu rural
KFW	: Coopération Financière Allemande
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONEA	: Office National de l'Eau et de l'Assainissement
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PAGIRE	: Plan d'Action pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau
PCD-AEPA	: Plan Communal de Développement Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement
PEA	: Poste d'Eau Autonome
PEA/BM	: Programme Eau et Assainissement de la Banque Mondiale
PEA/GIZ	: Programme Eau et Assainissement de la Coopération Internationale Allemande
PEM	: Point d'Eau Moderne
PMH	: Pompe à Motricité Humaine
PSEU	: Projet Sectoriel Eau en milieu Urbain
PN-AEPA	: Programme National d'Approvisionnement en Eau Potable et d'Assainissement
UE	: Union Européenne
UNICEF	: Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
SCADD	: Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable
SIG	: Système d'Information Géographique
SNV	: Association Néerlandaise de développement
VIP	: Ventilated Improved Pit (Latrine à fosses ventilées)

RESUME EXECUTIF

Au 31 décembre 2014, le bilan d'exécution des activités du PN-AEPA se résume comme suit :

1. Réalisation d'ouvrages d'eau potable et d'assainissement

Eau potable:

Le bilan des réalisations des ouvrages d'eau potable est dressé ci-dessous :

Tableau 1: Synthèse des réalisations 2014 en matière d'AEP

Milieu Rural :			Milieu Urbain :		
Ouvrages d'AEP	Prévision	Réalisation	Ouvrages d'AEP	Prévision	Réalisation
Réalisation de forages	1 690	1 918	Pose de réseau (Km)	817	590
Réhabilitation de forages	839	741	Réalisation de BP (Nbre)	23 559	26 059
Réalisation de puits	101	110	Réalisation de BF (Nbre)	250	211
Réhabilitation de puits	8	10	Augmentation de la Capacité de stockage (m3)	7 850	5 300
Réalisation d'AEPS	138	92	Augmentation de la Capacité de production (m3/j)	17 604	14 208
Réhabilitation d'AEPS	113	65			

Les résultats pour les réalisations de forages, des puits modernes et celles des branchements particuliers ont largement dépassée les programmations. Cela est dû aux réalisations hors programmation et la forte demande en branchements particuliers. Le niveau faible de réhabilitation d'AEPS se justifie par la régulation budgétaire qui a entraîné un retard dans le transfert des ressources aux communes et la reprise des passations de marchés. La faible performance constatée dans l'augmentation de la Capacité de stockage s'explique par les retards accusés dans l'exécution des travaux et la passation des marchés.

Assainissement des Eaux Usées et Excreta:

La situation des ouvrages d'assainissement réalisés en 2014 est donnée ci-après :

Tableau 2: Synthèse des réalisations 2014 en matière d'AEUE

Milieu Rural			Milieu Urbain		
Réalisation d'ouvrages d'AEUE	Prévision	Réalisation	Réalisation d'ouvrages d'AEUE	Prévision	Réalisation
latrines dans les écoles	732	631	latrines dans les écoles	100	171
latrines dans les CSPS	110	140	Raccordés au réseau collectif	400	126
latrines Publiques	148	191	latrines Publiques	300	242
Novelles latrines familiales	64 316	41 035	latrines familiales	25 000	17 896
Puisards domestiques	770	997	Puisards domestiques	17 500	14 706
Latrines familiales réhabilitées	-	109	Extension réseau collectif (km)	-	2,4
			Station de traitement des boues de vidange	-	1

Les résultats pour les réalisations de latrines dans les CSPS, publiques, les puisards et les réhabilitations de latrines familiales sont satisfaisants pour le milieu rural.

Globalement les cibles ne sont pas atteintes en dehors des latrines scolaires ou la cible est largement dépassée pour le milieu urbain. Le faible taux de raccordements des ménages au réseau d'assainissement collectif s'explique par le nombre insuffisant de tâcherons sélectionnés pour réaliser les travaux. Pour résoudre cela, des tâcherons supplémentaires qualifiés ont été recrutés pour la réalisation de ces travaux de raccordement.

2. Cadre Unifié des Interventions (CUI) en milieu rural et renforcement des capacités en milieu urbain

Les résultats atteints par catégorie d'activités réalisées sont les suivants :

- **Planification et maîtrise d'ouvrage communale**

Appui en gestion des marchés : 12 DREAHA ont bénéficié de l'appui de 4 maîtres d'œuvre pour la mise en œuvre des crédits délégués 2014 d'investissements, renforcement des capacités, suivi de la mise en œuvre de la Réforme,...).

Transfert de ressources aux communes : 1 716 720 000 FCFA ont été mis à la disposition des communes pour la réhabilitation et l'extension de 63 AEPS.

Feuille de route AMOC AEPHA : elle a été validée en atelier national en juillet 2014. Elle est dans le circuit de transmission pour approbation en Conseil des Ministres. Elle nécessite un appui financier conséquent et dégressif (installation et équipement des agents techniques communaux, formation, rémunération et fonctionnement,...).

- **Renforcement des capacités de gestion du service public de l'eau**

428 nouvelles AUE ont été mises en place au cours de l'année 2014 portant ainsi le cumul à 8 645 AUE mises en place sur 9038 prévues. 138 contrats ont également été signés en 2014 entre des maintenanciers et des communes.

- **Renforcement des capacités de management et d'exécution des travaux et services du secteur privé et des ONG**

Diverses formations ont été organisées dans le cadre du renforcement des capacités des acteurs au niveau central, régional et communal.

- **Mise en place des instruments du PN-AEPA**

Les résultats de l'INO 2013 ont été mis en ligne sur le site web du secteur de l'eau www.eaiburkina.org et mis à la disposition des directions régionales en charge de l'eau et de l'assainissement et des agences de l'eau en mai 2014. Le rapport grand public 2013 du PN-AEPA a été rédigé et validé. Dans le cadre du suivi évaluation du PN-AEPA, les résultats suivants ont été enregistrés : i) tenue des ateliers national et régionaux visant un meilleur ciblage des zones d'implantation des PEM en milieu rural ; ii) test de la programmation communale à partir du guide BPO en cours de validation et iii) élaboration et validation du dispositif de suivi-évaluation des sous-secteurs de l'AEP et de l'AEUE.

- **Renforcement des capacités en milieu urbain**

Il a porté sur i) l'assistance à la maîtrise d'ouvrage communale ; ii) l'assistance au management de l'entreprise ; iii) l'assistance au CEMEau ; iv) le partenariat avec les sociétés sœurs et v) le comité de supervision des activités.

3. Financement du secteur

Exécution financière global en milieu rural :

Le montant global des dépenses en 2014 au profit du sous-secteur de l'eau potable et de l'assainissement en milieu rural se chiffre à 26 422,58 millions de FCFA sur une prévision financière de 37 835,11 millions de FCFA soit un taux d'exécution financière de 69,84%. Ces dépenses se répartissent entre les charges récurrentes et les investissements.

Exécution financière global en milieu urbain :

Le montant global des dépenses en 2014 au profit du sous-secteur de l'eau potable et de l'assainissement en milieu urbain se chiffre à 20 618,6 millions de FCFA sur une prévision financière de 28 472,0 millions de FCFA soit un taux d'exécution financière de 72,0%. Ces dépenses se répartissent entre les charges récurrentes et les investissements.

Analyse des performances et évolution des indicateurs

En milieu rural :

Le taux d'accès est passé de 63,5% en 2013 à 64,1% en 2014 soit 8 207 831 personnes desservies sur une population totale de 12 810 808 personnes en milieu rural. La population additionnelle desservie en 2014 est de 298 320 personnes.

Le taux d'accès à l'assainissement en 2014 est de 9% pour une cible de 8,5% soit 1 063 890 personnes desservies. La population additionnelle ayant accès au service d'assainissement adéquat en 2014 est de 411 440 personnes

En milieu urbain :

Le taux d'accès à l'eau potable en 2014 est de 87% soit une augmentation de 1 point de pourcentage par rapport à son niveau de 2013 qui était de 86%. La population totale desservie est de 3 982 762 personnes sur 4 576 719 personnes en milieu urbain. Ce taux, qui correspond à l'objectif 2015 des OMD, est en deçà de l'objectif annuel qui était fixé à 88%. La population additionnelle desservie en eau potable en 2014 est de 248 741 personnes.

Le taux d'accès à l'assainissement en 2014 est de 32,04% soit une augmentation de 2,97 points de pourcentage par rapport à son niveau de 2013 mais reste cependant en dessous de la cible annuelle contractuelle qui était de 35%. La population totale desservie est de 1 466 245 personnes sur 4 576 719 personnes en milieu urbain. La population additionnelle ayant un accès au service d'assainissement adéquat en 2014 est de 199 093 personnes.

INTRODUCTION

Adopté en décembre 2006 par le gouvernement comme instrument pour l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement relatifs à l'eau potable et à l'assainissement, le Programme National d'Approvisionnement en Eau Potable et d'Assainissement (PN-AEPA) à l'horizon 2015 a pour objectif général de réduire de moitié d'ici à 2015 la proportion des personnes n'ayant pas un accès adéquat à l'eau potable et à l'assainissement en 2005 selon les normes, critères et indicateurs adoptés en la matière. Il s'intègre dans la Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCADD) du Burkina.

Le PN-AEPA est réparti en volets rural et urbain comportant chacun une composante « approvisionnement en eau potable » et une composante « assainissement des eaux usées et excréta ».

La mise en œuvre du volet rural est placée sous la responsabilité de la Direction Générale des Ressources en Eau (DGRE), de la Direction Générale de l'Assainissement des Eaux Usées et Excréta (DGAEUE) et des directions régionales en charge de l'eau et de l'assainissement. Le volet urbain est placé sous la responsabilité de l'Office National de l'Eau et de l'Assainissement (ONEA) dans le cadre de son plan de développement 2005-2015, en relation avec les collectivités territoriales.

Objectifs spécifiques du programme :

En matière d'approvisionnement en eau potable en milieu rural, l'objectif spécifique du PN-AEPA est de faire progresser le taux d'accès à l'eau potable de 52% en 2005 à 76% en 2015. La cible de 2014 retenue dans la matrice de performance du secteur est de 65%. Pour atteindre l'objectif fixé à l'horizon 2015, il faudrait réaliser un certain nombre d'ouvrages dont la planification annuelle est fournie dans le tableau ci-dessous.

Tableau 3: Planification annuelle des ouvrages d'AEP à réaliser en milieu rural pour l'atteinte des OMD

AEP	Prévision OMD 2014	Prévision OMD 2015
Réalisation de PEM communautaires	1 857	1 857
Réalisation de PEM institutionnels (école et CSPS)	1 387	1 387
Réalisation d'AEPS	83	83

Source : BPO 2014-2016 du PN-AEPA en milieu rural

En milieu urbain, l'objectif pour l'eau potable est de faire progresser le taux d'accès de 74% en 2005 à 87% en 2015. La cible de 2014 retenue dans la matrice de performance du secteur est de 88%. Pour la réalisation de cet objectif, il faudrait réaliser un certain nombre d'ouvrages par an dont la planification annuelle est fournie dans le tableau ci-dessous.

Tableau 4: Planification annuelle des ouvrages d'AEP à réaliser en milieu urbain pour l'atteinte des OMD

AEP	Unité	Prévision OMD 2014	Prévision OMD 2015
Augmentation de la longueur du réseau	Km	439	368
Branchement particulier	Nombre	28 304	22 860
Bornes Fontaines	Nombre	105	107
Augmentation de la capacité de stockage	m ³	3 400	900
Augmentation de la capacité de production	m ³ /j	17 170	12 044

Source : ONEA

Dans le domaine de l'assainissement en milieu rural, le programme prévoit de faire passer le taux d'accès de 10% en 2005 à 54% d'ici à 2015. L'objectif de 54% avait été fixé sur la base d'une estimation faite au démarrage du PN-AEPA en 2005, mais l'Enquête Nationale sur l'accès des ménages aux ouvrages d'Assainissement familial (ENA) réalisée par la DGAEUE en 2010 a montré que le taux d'accès à l'assainissement est de 0,8%. La cible de 2014 retenue dans la matrice de performance du secteur est de

8,5%. En termes de réalisation d'ouvrages d'assainissement, la planification annuelle pour l'atteinte des objectifs est donnée dans le tableau ci-dessous :

Tableau 5: Planification annuelle des ouvrages d'AEUE à réaliser en milieu rural pour l'atteinte des OMD

AEUE	Prévision OMD 2014	Prévision OMD 2015
Réalisation de latrines familiales	121 201	121 201
Réalisation de puisards domestiques	21 073	21 073
Réhabilitation de latrines familiales	38 314	38 314
Réalisation de latrines publiques	1 712	1 712
Réalisation de latrines dans les écoles	504	504
Réalisation de latrines dans les CSPS	151	151

Source : BPO 2014-2016 du PN-AEPA en milieu rural

Pour l'assainissement en milieu urbain, le programme prévoit de faire passer le taux d'accès de 14% en 2005 à 57% d'ici à 2015. La cible de 2014 retenue dans la matrice de performance du secteur est de 35%. En termes de réalisation d'ouvrages d'assainissement, la planification annuelle pour l'atteinte des objectifs est donnée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 6: Planification annuelle des ouvrages d'AEUE à réaliser en milieu urbain pour l'atteinte des OMD

Assainissement	Unité	Prévision OMD 2014	Prévision OMD 2015
Latrines familiales	Nombre	25 000	25 000
latrines scolaires	Nombre	100	150
Latrines publiques	Nombre	300	350
Puisards domestiques	Nombre	17 500	17 500
Extension du réseau collectif	km	0	10
Branchement au réseau collectif	Nombre	400	200
Station de traitement des boues de vidange	Nombre	0	2

Source : ONEA, 2014

Méthodologie d'élaboration du rapport

L'avancement périodique du PN-AEPA est apprécié au niveau national à travers les rapports bilans semestriel et annuel élaborés par les structures de coordination (DGRE, DGAEUE et ONEA) et soumis à l'examen et à l'adoption du Comité National de Pilotage (CNP/PN-AEPA). Les rapports bilan semestriel et annuel sont aussi exploités par la DGESS pour alimenter les rapports de performance élaborés dans le cadre du suivi évaluation de la SCADD et présentés lors des revues semestrielle et annuelle du Cadre Sectoriel de Dialogue.

Le présent rapport annuel est établi sur la base de plusieurs sources et dispositifs de collecte d'informations. Il s'agit principalement des rapports bilans annuels régionaux, du rapport annuel d'avancement du PN-AEPA en milieu urbain, des données du Budget Programme par Objectif (BPO) pour le volet rural, et des résultats de l'opération 2014 en milieu rural de « la mise à jour de l'inventaire national des ouvrages d'approvisionnement en eau potable et la collecte d'informations relatives aux ouvrages d'assainissement des eaux usées et excréta ».

Pour le volet rural, les données des réalisations physiques 2014 ont été fournies par l'opération de « mise à jour de l'inventaire national des ouvrages d'approvisionnement en eau potable et collecte d'informations relatives aux ouvrages d'assainissement des eaux usées et excréta » conformément au dispositif de suivi-évaluation du PN-AEPA. Celles des programmations physiques et financières 2014 sont les programmations révisées issues du rapport bilan semestriel adopté à la 20ème session ordinaire du CNP/PN-AEPA tenue le 14 juillet 2014. L'exécution financière a été établie sur la base des paiements effectués.

Pour le cas spécifique du budget de l'Etat alloué au secteur de l'eau potable et de l'assainissement en milieu rural (appui budgétaire sectoriel et fonds propres), l'information financière a été fournie par le circuit informatisé de la dépense.

Les rapports bilans annuels régionaux adoptés lors des 16^{èmes} sessions ordinaires des Comités Régionaux de Pilotage (CRP/PN-AEPA) tenues au cours de la période du 22 au 27 janvier 2015, fournissent les informations détaillées sur les activités réalisées et les difficultés rencontrées par certains acteurs dans la mise en œuvre du programme. Les rapports régionaux ont été élaborés en prenant en compte uniquement dans certains cas, des données transmises par les acteurs (Projets/Programmes, Associations/ONG, Structures déconcentrées de l'Etat, Communes...). Ils devront encore être actualisés afin de prendre en compte les résultats de la collecte effectuée sur le terrain à travers l'opération de « mise à jour de l'inventaire national des ouvrages d'approvisionnement en eau potable et collecte d'informations relatives aux ouvrages d'assainissement des eaux usées et excreta » (nombre d'ouvrages d'AEPA, taux d'accès à l'assainissement, etc.)

A l'instar de celle de 2013, l'opération de « mise à jour de l'inventaire national des ouvrages d'approvisionnement en eau potable et collecte d'informations relatives aux ouvrages d'assainissement des eaux usées et excreta » de 2014 a été menée conjointement par la DGRE, la DGAEUE et les directions régionales en charge de l'eau et de l'assainissement.

Elle a été organisée en deux phases :

- la première s'est déroulée en septembre-octobre 2014 et a consisté à l'identification et à la collecte des informations sur l'ensemble des ouvrages d'assainissement des eaux usées et excreta nouvellement construits ou réhabilités en 2014 dans les ménages, les écoles, les CSPS et les lieux publics (gares, marchés et lieux de culte) ;
- la seconde s'est déroulée en décembre 2014 et a consisté à collecter les informations sur les ouvrages d'assainissement des eaux usées et excreta qui n'ont pas été couverts lors de la première phase et à identifier et collecter les informations sur l'ensemble des ouvrages d'AEP (nouvelles réalisations, état de fonctionnement des ouvrages existants ...).

L'opération a été supervisée par les directions régionales en charge de l'eau et de l'assainissement avec l'appui de la DGRE et de la DGAEUE. Les fiches ont ensuite été acheminées à la DGRE et à la DGAEUE qui ont procédé chacune au contrôle, à la saisie, à l'apurement et au traitement des données. En retour, les résultats provisoires ont été transmis aux directions régionales le 19 janvier et le 02 février 2015 respectivement pour l'AEP et pour l'AEUE.

Pour le volet urbain, un comité opérationnel de suivi du PN-AEPA a été mis en place par l'ONEA chargé de sa mise en œuvre. Le comité opérationnel, composé de l'ensemble des parties prenantes du PN-AEPA (Direction du Projet Ouaga, Direction de la Planification et des Investissements, Direction de l'Assainissement, Direction Financière, Département Contrôle de Gestion), joue le rôle de cheville ouvrière.

A cet effet, le comité opérationnel est chargé de :

- la supervision de la mise en œuvre de l'ensemble du PN-AEPA au niveau opérationnel ;
- la collecte, l'analyse, la validation des informations émanant des différentes opérations ;
- l'arbitrage et la prise de décisions pour corriger les écarts qui sont notés.

Le comité opérationnel prépare les réunions trimestrielles du comité interne de supervision et lui soumet pour validation les rapports du PN-AEPA (rapports trimestriel, semestriel et annuel d'avancement, rapport annuel sur la gestion et les performances). Il est également chargé de fournir aux différentes instances externes, les informations demandées sur la mise en œuvre du PN-AEPA sous le format et la périodicité requis.

Au regard de l'importance et de la diversité de ses tâches, l'animation du comité opérationnel se fait sur la base d'outils communs et partagés assurant la transparence, la cohérence et l'anticipation des actions.

Au niveau du processus de planification les outils suivants sont mis en place par opération :

- l'équipe projet et la définition des rôles et responsabilités ;
- le cadre logique ;
- le planning détaillé mis à jour (selon une périodicité bien définie) ;
- le plan de passation des marchés mis à jour (selon une périodicité bien définie) ;
- le plan d'assurance qualité ;
- la cartographie des risques ;
- la stratégie de communication et de conduite du changement.

Le pilotage du PN-AEPA par le comité opérationnel se faisait à travers deux outils que sont le rapport d'avancement et le tableau de bord de suivi. Cette année, seul le canevas du rapport d'avancement a été retenu et adapté. Ce rapport précise les points clés de l'avancement, les principales modifications apportées aux projets et les difficultés majeures rencontrées. Il est élaboré par les responsables d'opération selon une périodicité mensuelle. Les informations collectées doivent être synthétiques mais suffisantes pour détecter les écarts et prendre ou proposer les mesures correctives idoines. Ces informations doivent permettre également de rédiger les rapports d'avancement et de répondre aux demandes d'informations des autres instances sur le PN-AEPA.

Les instances de gouvernance du volet urbain du PN-AEPA sont :

- le comité opérationnel : il est chargé de la collecte auprès des responsables d'opérations et de l'élaboration du rapport du PN –AEPA en milieu urbain ;
- le comité interne de suivi : il est chargé de la validation des rapports trimestriel et annuel du comité opérationnel, de préparer et présenter les rapports du PN-AEPA au Comité National de Pilotage et au Comité de supervision des activités de l'ONEA ;
- l'audit externe : son rôle est de valider les résultats de l'ONEA et les présenter au comité de supervision ;
- le comité de supervision : il est chargé de valider le rapport du comité interne de suivi, formuler des recommandations visant à résoudre les difficultés, corriger les dysfonctionnements et suivre les recommandations.

Le présent rapport bilan, élaboré par un comité technique de rédaction, composé de la DGRE, de la DGAEUE et de l'ONEA avec l'appui de la DGESS/MARHASA et de l'assistance technique COWI, présente une vue d'ensemble des activités réalisées entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2014 dans le cadre de la mise en œuvre du PN-AEPA.

I. BILAN PHYSIQUE 2014 DES REALISATIONS D'OUVRAGES

1.1 OUVRAGES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE

1.1.1 Milieu rural

1.1.1.1 Réalisations physiques d'ouvrages neufs

Tableau 7: Réalisations de forages équipés de pompe, Puits Modernes, AEPS

Régions	Forages neufs					Puits neufs					AEPS neuves					
	program- mation révisée (a)	Réalizations			Taux de réalisation (100*b/a) en %	program- mation révisée (a)	Réalizations			Taux de réalisation (100*b/a) en %	program- mation révisée (a)	Réalizations			Taux (100*b/a) en %	Nombre de Bornes Fontaines
		Issues de la program- mation (b)	Hors program- mation (c)	Total (b+c)			Issues de la program- mation (b)	Hors program- mation (c)	Total (b+c)			Issues de la program- mation (b)	Hors program- mation (c)	Total (b+c)		
Boucle du Mouhoun	95	73	55	128	76,8	38	33	0	33	86,8	9	6	9	15	66,7	85
Cascades	89	83	28	111	93,3	0	0	0	0	-	2	2	1	3	100,0	12
Centre	33	33	64	97	100,0	0	0	10	10	-	0	0	1	1	-	3
Centre-Est	157	116	62	178	73,9	0	0	13	13	-	4	2	6	8	50,0	38
Centre-Nord	201	150	69	219	74,6	0	0	2	2	-	8	7	0	7	87,5	49
Centre-Ouest	135	111	63	174	82,2	0	0	15	15	-	22	14	2	16	63,6	71
Centre-Sud	90	81	39	120	90,0	5	1	0	1	20,0	10	7	0	7	70,0	26
Est	263	199	26	225	75,7	52	16	0	16	30,8	18	8	0	8	44,4	34
Hauts-Bassins	115	90	49	139	78,3	0	0	7	7	-	2	1	0	1	50,0	7
Nord	130	108	32	140	83,1	3	3	5	8	100,0	18	10	0	10	55,6	34
Plateau Central	136	126	23	149	92,6	3	2	0	2	66,7	9	6	6	12	66,7	39
Sahel	158	95	55	150	60,1	0	0	0	0	-	32	4	0	4	12,5	28
Sud-Ouest	88	85	3	88	96,6	0	0	3	3	-	4	0	0	0	0,0	0
National	1 690	1 350	568	1 918	79,9	101	55	55	110	54,5	138	67	25	92	48,6	426

Source: Rapports 16^{ème} CRP ; INO 2014

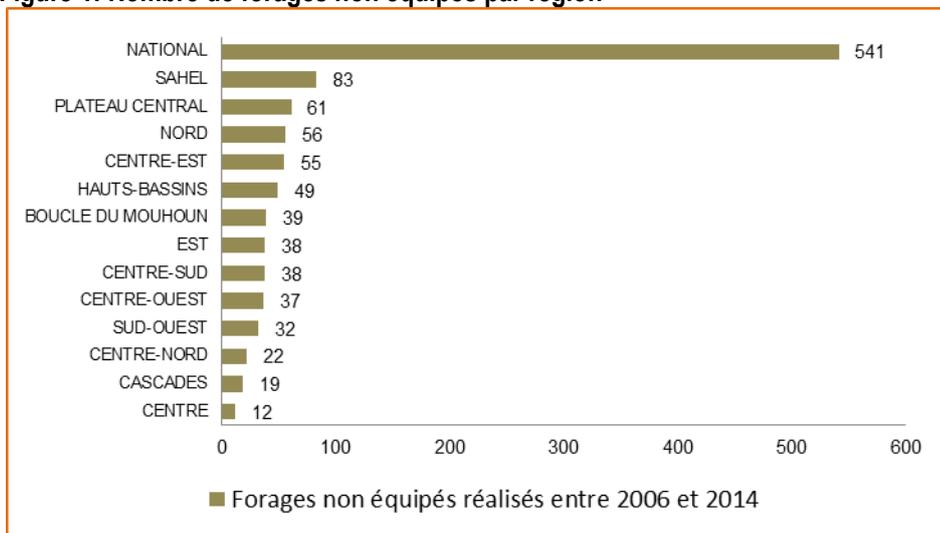
En 2014, 2028 PEM ont été réalisés en milieu rural ; ils sont composés de 1 918 forages équipés de pompes à motricité humaine et de 110 puits modernes. 92 systèmes de distribution (AEPS/PEA) composés de 23 Postes d'Eau Autonomes (PEA) et 69 AEPS ont été également réalisés. Les 92 AEPS/PEA ont été réalisés avec 426 bornes fontaines. En outre, 8 autres bornes fontaines ont été raccordées au réseau ONEA dans les villages de la commune de Dori. Ces réalisations sont supérieures à celles de l'année 2013 de 221 forages, 6 puits, 48 AEPS/PEA et 299 bornes fontaines. Il convient de signaler toutefois que 568 forages équipés de pompes à motricité humaine ont été réalisés hors programmation (avec 399 en report des années antérieures).

Le taux de réalisation des forages est de 79,9% au niveau national et varie au niveau régional entre 60,1% (région du Sahel) et 100% (région du centre). La faible performance constatée dans la région du Sahel s'explique par le fait que certains acteurs n'ont pas pu atteindre un taux de réalisation satisfaisant (Eau vive, UNICEF, Croix Rouge). Au niveau de la région du Centre, tous les acteurs ont réalisé la totalité de leur programmation.

Le taux de réalisation des systèmes de distribution est de 48,6% au niveau national et varie au niveau régional entre 12,5% (Région du Sahel) et 100% (Région des Cascades). La faible performance constatée dans la région du Sahel s'explique par le fait que certains acteurs n'ont pas pu réaliser leur programmation (Eau vive à travers le financement AFD et UE, et la DREAHA à travers le financement BAD/4R). Au niveau de la région des Cascades, la DREAHA a réalisé la totalité de sa programmation sur fonds ABS.

D'une manière générale, le bilan de réalisation est satisfaisant pour tous les ouvrages. Cependant, on note que certaines réalisations (23%) de l'année ont été faites par des acteurs qui n'avaient pas pu communiquer leur programmation aux DREAHA.

Figure 1: Nombre de forages non équipés par région



Source: INO 2014

Au total, 541 forages réalisés en milieu rural sur la période 2006-2014 ne sont pas encore équipés de pompe. Ceux réalisés en 2014 représentent près de 61% ; les principaux acteurs concernés l'Etat (ABS, forages divers, communes), la BAD, la JICA et l'UNICEF. Les autres réalisations (2006-2013) représentent 39% ; les principaux acteurs sont l'Etat (Communes, ABS), la BAD.

1.1.1.2 Réalisations physiques des réhabilitations d'ouvrages

Tableau 8: Réhabilitation de forages équipés de pompe, de puits modernes et d'AEPS

Régions	Forages réhabilités					Puits réhabilités					AEPS réhabilitées				
	program- mation révisée (a)	Réalizations			Taux de réalisation (100*b/a) en %	program- mation révisée (a)	Réalizations			Taux de réalisation (100*b/a) en %	program- mation révisée (a)	Réalizations			Taux (100*b/a) en %
		Issues de la program- mation (b)	Hors program- mation (c)	Total (b+c)			Issues de la program- mation (b)	Hors program- mation (c)	Total (b+c)			Issues de la program- mation (b)	Hors program- mation (c)	Total (b+c)	
Boucle du Mouhoun	46	36	10	46	78,3	3	2	2	4	66,7	24	6	0	6	25,0
Cascades	7	7	2	9	100,0	0	0	0	0	-	9	2	0	2	22,2
Centre	0	0	8	8	-	0	0	0	0	-	0	0	0	0	-
Centre-Est	34	31	6	37	91,2	2	2	0	2	100,0	0	0	0	0	-
Centre-Nord	164	160	0	160	97,6	0	0	0	0	-	4	4	0	4	100,0
Centre-Ouest	61	35	0	35	57,4	2	2	1	3	100,0	17	10	0	10	58,8
Centre-Sud	46	32	7	39	69,6	0	0	0	0	-	3	1	0	1	33,3
Est	220	215	0	215	97,7	0	0	0	0	-	10	7	0	7	70,0
Hauts-Bassins	40	37	0	37	92,5	0	0	0	0	-	14	11	0	11	78,6
Nord	55	55	0	55	100,0	0	0	0	0	-	25	17	0	17	68,0
Plateau Central	19	19	0	19	100,0	0	0	0	0	-	2	2	1	3	100,0
Sahel	127	72	0	72	56,7	1	0	1	1	0,0	4	3	0	3	75,0
Sud-Ouest	20	9	0	9	45,0	0	0	0	0	-	1	1	0	1	100,0
National	839	708	33	741	84,4	8	6	4	10	75,0	113	64	1	65	56,6

Source: Rapports 16^{ème} CRP ; INO 2014

Pour l'amélioration de la fonctionnalité du parc des PEM et des AEPS/PEA existants, des réhabilitations ont été effectuées en 2014. Elles ont portées sur 741 forages, 10 puits et 65 systèmes de distribution. Le nombre de réhabilitation aurait dû être important si les transferts de fonds aux communes pour la réhabilitation des 63 AEPS/PEA n'avaient pas connu un retard dans l'exécution suite à la régulation budgétaire survenue au 1^{er} trimestre 2014. Du reste, ce bilan physique montre que des efforts supplémentaires sont fournis annuellement par les acteurs du secteur pour entretenir et améliorer l'état de fonctionnement du parc des ouvrages d'AEP en milieu rural.

Le taux de réhabilitation des forages est de 84,4% au niveau national et varie au niveau régional entre 45% (région du Sud-Ouest) et 100% (région des Cascades). La faible performance constatée dans la région du Sud-Ouest s'explique par le fait que les communes n'ont réhabilité que 9 des 20 forages prévus. Au niveau de la région des cascades, l'ensemble des acteurs a réalisé la totalité de sa programmation.

Le taux de réhabilitation des systèmes de distribution est de 56,6% au niveau national et varie au niveau régional entre 22,2% (région du Cascades) et 100% (régions du Centre-Nord, du Plateau Central et du Sud-Ouest). La faible performance constatée dans la région des Cascades s'explique par le fait que les communes n'ont pas pu réaliser leur prévision. Au niveau des régions du Centre-Nord, du Plateau Central et du Sud-Ouest, tous les acteurs ont réalisé la totalité de leur programmation.

Tableau 9: Extension d'AEPS

Régions	Extension d'AEPS				
	programmation révisée (a)	Réalizations			Taux (100*b/a) en %
		Issues de la programmation (b)	Hors programmation (c)	Total (b+c)	
Boucle du Mouhoun	1	1	3	4	100,0
Cascades	3	1	0	1	33,3
Centre	3	1	0	1	33,3
Centre-Est	0	0	0	0	-
Centre-Nord	4	1	0	1	25,0
Centre-Ouest	0	0	0	0	-
Centre-Sud	0	0	0	0	-
Est	0	0	0	0	-
Hauts-Bassins	1	1	0	1	100,0
Nord	5	5	0	5	100,0
Plateau Central	0	0	0	0	-
Sahel	8	1	0	1	12,5
Sud-Ouest	1	0	0	0	0,0
National	26	11	3	14	42,3

Source: Rapports 16^{ème} CRP

1.1.1.3 Difficultés rencontrées et propositions de solutions

Des difficultés ont été rencontrées à plusieurs niveaux par certains acteurs dans la mise en œuvre de leur programme d'activités en 2014 :

Tableau 10: Difficultés rencontrées et proposition de solutions (AEP rural)

Difficultés rencontrées	Propositions de solutions	Responsable de mise en œuvre
Collectivités territoriales et structures déconcentrées		
1. La faible capacité technique de certaines communes à jouer leur rôle de maître d'ouvrage	Sensibiliser les communes à se faire accompagner par les services techniques déconcentrées.	SG/MARHASA
	Faire adopter la feuille de route AMOC en conseil des ministres en vue d'appuyer la mise en place des services techniques communaux.	SG/MARHASA
2. Le déblocage tardif des fonds alloués à l'exécution des activités qui perdure dans certaines directions régionales	Réduire les dépenses inéligibles en se conformant aux textes et rendre dans les délais les justificatifs des dépenses.	DRARHASA

Difficultés rencontrées	Propositions de solutions	Responsable de mise en œuvre
en charge de l'AEPA.	Entamer la relecture de l'arrêté portant création des régies d'avances afin de faire prendre en compte les spécificités (existence des crédits d'investissement délégués, approche programme) du PN-AEPA.	DAF/MARHAS A
3. Faible capacité des ressources humaines, insuffisance de matériels adéquats et mobilité du personnel.	Renforcer les capacités du personnel et remplacer le personnel manquant	DRH/MARHAS A
	Equiper certaines régions en matériels	DAF/MARHAS A
4. La réduction des ressources transférées aux communes à l'issue de la régulation budgétaire a impacté négativement la passation des marchés.	Néant	
5. Le nombre très faible des ouvrages à réaliser et à réhabiliter dans les communes entraîne un désintérêt des soumissionnaires.	Recourir à l'intercommunalité afin de créer un engouement des prestataires sur les marchés.	Commune, DRARHASA
Suivi et planification des interventions		
6. Faible ciblage des besoins prioritaires par certains acteurs	Améliorer la communication entre les acteurs par l'organisation systématique d'ateliers régionaux de ciblage/programmation.	DRARHASA
7. La non exhaustivité des données collectées auprès des acteurs (projets/programmes, ONG/Associations, communes...) ne permet pas d'obtenir une programmation cohérente et maîtrisée	Continuer la communication avec les acteurs en vue d'obtenir des données de programmation plus exhaustives et permettre le ciblage des investissements.	DRARHASA
Technique, prestation des entreprises et financier		
8. La faible organisation et la performance limitée de certaines entreprises dans l'exécution des travaux	Améliorer le processus de recrutement et être rigoureux dans la sélection des prestataires.	DMP/MARHAS A, SGR
9. Le non-respect des prescriptions techniques des DAO impacte négativement la qualité des travaux		
10. Faible rigueur de certains Bureaux d'Etudes dans le suivi contrôle des travaux	Superviser les travaux de réalisation des ouvrages d'AEPA.	DRARHASA
11. La fermeture anticipée du circuit informatisé de la dépense suite à la situation socio-politique	Néant	

Source : Rapports 16^{ème} CRP

1.1.2 Milieu urbain

1.1.2.1 Réalisations physiques d'ouvrages neufs

Tableau 11 : Réalisations d'ouvrages d'eau potables en milieu urbain

DR-ONEA	Réseau (Km)			BP (Nbre)			BF (Nbre)			Capacité de stockage (m3)			Capacité de production (m3/j)		
	Prévision	Réalisé	Taux (%)	Prévision	Réalisé	Taux (%)	Prévision	Réalisé	Taux (%)	Prévision	réalisé	Taux (%)	Prévision	Réalisé	Taux (%)
Boucle du Mouhoun	95	68	72	995	971	98	29	25	86	650	-	0	1 680	1 360	81
Cascades	38	37	99	496	984	198	30	33	110	150	150	100	720	352	49
Centre	237	84	35	11 670	13 313	114%	45	14	31	-	-	-	2 000	-	0
Centre-Est	48	51	107	1 146	876	76	13	25	192	1 000	1 000	100	1 280	560	44
Centre-Nord	30	17	58	778	612	79%	8	8	100	-	-	-	352	80	23
Centre-Ouest	90	51	56	1 333	1 444	108	40	20	50	1 450	1 000	69	5 108	4 624	91
Centre-Sud	14	22	157	380	436	115	2	14	700	-	-	-	1 344	1 264	94
Est	49	58	117	720	301	42	23	27	117	150	150	100	928	560	60
Hauts-Bassins	135	121	89	4 200	4 700	112	25	25	100	4 000	3 000	75	1 520	1 520	100
Nord	25	38	150	819	1 111	136	11	12	109	-	-	-	176	1 504	855
Plateau Central	11	15	139	300	595	198	5	7	140	-	-	-	320	560	175
Sahel	27	17	64	434	240	55	11	1	9	150	-	0	704	624	89
Sud-Ouest	20	12	59	288	476	165	8	-	0	300	-	0	1 472	1 200	82
ONEA	817	590	72	23 559	26 059	111	250	211	84	7 850	5 300	68	17 604	14 208	81

Source : ONEA, 2014

L'avancement de la composante est en deçà des performances des années antérieures.

En effet, comparé à 2013 Le taux de réalisation de pose de réseau de 72% est inférieur à celui de 2013 qui était de 96%. Ces contreperformances-s'expliquent par le retard enregistré dans la mise en œuvre de la convention avec la BOAD pour les travaux de pose de canalisations.

Il en est de même des capacités de production qui régressent de 3 points. Cependant, on constate des améliorations au niveau de la construction des bornes fontaines et de l'augmentation des capacités de stockage qui passent respectivement de 54% et 32% en 2013 à 84% et 68% en 2014.

Le taux de réalisation des châteaux d'eau au niveau national de 68%, bien qu'en deçà de la cible est en amélioration par rapport à 2013 où il était de 84%. Il varie de 0% dans les régions de la Boucle du Mouhoun (Dédougou et Solenzo), du Sahel (Sebba) et du Sud-Ouest (Gaoua) à 100% dans les régions des Cascades (Sindou), du Centre-Est (Pouytenga) et de l'Est (Pama). Les faibles performances des entreprises en sont les causes.

Le taux réalisation de l'augmentation de la capacité de production au niveau national est de 81% est en légère baisse par rapport à 2013 (84%); il varie de 0% dans la région du Centre à 85% dans la région du Nord. Les faibles performances constatées dans la région du centre s'expliquent par le retard accusé dans l'exécution des mesures d'urgence de Ziga II. Au niveau de la région du Nord, le fort taux de réalisation s'explique par le raccordement au réseau de Ouahigouya de 10 forages qui n'avaient pas été programmés.

1.1.2.2 Difficultés rencontrées dans l'exécution des travaux

Le tableau ci-dessous présente les difficultés majeures rencontrées.

Tableau 12: Difficultés rencontrées et proposition de solutions (AEP urbain)

Difficultés rencontrées	Propositions de solutions	Responsable de mise en œuvre
1. La défaillance de certaines entreprises, notamment celles en charge du renforcement des capacités de stockage, du fait de leurs faibles capacités techniques et financières à réaliser les travaux dans les délais.	Accompagner les entreprises dans la réalisation des travaux (régie administrative) et l'instauration d'un cadre d'écoute permettant d'engager des actions pour leur renforcement.	ONEA
2. Le retard dans la mise en œuvre du plan de passation des marchés.	Anticiper la passation des marchés pour tenir compte des éventuels retards dans l'approbation des dossiers de consultation.	ONEA

Source : ONEA, 2014

1.2 OUVRAGES D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES ET EXCRETA

1.2.1 Milieu rural

1.2.1.1 Réalisations physiques d'ouvrages neufs

Tableau 13 : Constructions de latrines dans les écoles et les CSPS

Régions	Latrines dans les Ecoles									Latrines dans les CSPS					
	Programmation révisée		Réalizations						Taux de réalisation (%)		Nouvelles réalisations				
	Globale	Réservée aux filles	Global issues de la programmation	global hors programmation	Total global	programmée réservée aux filles	hors prog reserv aux filles	Total réservé aux filles	Global programmé	Réservé aux filles	Program-mation révisée (a)	Réalizations			Taux de réalisation (100*b/a) en %
											Issue de la program-mation (b)	Hors program-mation (c)	Total (b+c)		
Boucle du Mouhoun	62	3	34	0	34	3	22	25	54,8	100,0	11	11	1	12	100,0
Cascades	68	35	33	0	33	17	0	17	48,5	48,6	14	2	0	2	14,3
Centre	5	2	5	20	25	2	3	5	100,0	100,0	1	1	2	3	100,0
Centre-Est	72	29	42	0	42	24	0	24	58,3	82,8	6	5	0	5	83,3
Centre-Nord	27	4	19	0	19	4	8	12	70,4	100,0	4	4	14	18	100,0
Centre-Ouest	38	18	38	42	80	18	36	54	100,0	100,0	13	13	3	16	100,0
Centre-Sud	51	14	26	0	26	14	2	16	51,0	100,0	4	4	3	7	100,0
Est	128	40	47	0	47	30	0	30	36,7	75,0	37	22	0	22	59,5
Hauts-Bassins	26	3	26	19	45	3	23	26	100,0	100,0	2	2	7	9	100,0
Nord	39	9	39	15	54	9	24	33	100,0	100,0	0	0	18	18	-
Plateau Central	163	48	160	0	160	45	0	45	98,2	93,8	5	5	5	10	100,0
Sahel	21	0	21	15	36	0	19	19	100,0	-	11	10	0	10	90,9
Sud-Ouest	32	1	30	0	30	1	23	24	93,8	100,0	2	2	6	8	100,0
Total	732	206	520	111	631	170	160	330	71,0	82,5	110	81	59	140	73,6

Source : Rapports 16^{ème} CRP ; Collecte de données sur l'assainissement en 2014

Le taux de réalisation des latrines dans les écoles est de 71% au niveau national ; il varie de 36,7% dans la région de l'Est à 100% dans les régions du Centre, du Centre-Ouest, Hauts-Bassins, du Nord et du Sahel. La faible performance constatée dans la région de l'Est s'explique par la défaillance des entreprises dont les contrats ont été résiliés.

Le taux de réalisation des latrines dans les CSPS est de 73,6% au niveau national ; il varie de 14,3% dans la région des Cascades à 100% dans les régions de la Boucle du Mouhoun, du Centre, du Centre-Nord, du Centre-Ouest, Centre-Sud, des Hauts-Bassins, du Plateau Central et du Sud-Ouest. La faible performance constatée dans la région des Cascades est liée à la faible réalisation de la programmation de la DREAHA à travers le PAEPA/BAD/4R.

Tableau 14 : Réalisation de latrines neuves dans les lieux publics

Latrines dans les lieux Publics (marchés, gares, lieux de cultes)					
Régions	Programmation révisée (a)	Réalizations			Taux de réalisation (100*b/a) en %
		Issue de la programmation (b)	Hors programmation (c)	Total (b+c)	
Boucle du Mouhoun	5	5	34	39	100,0
Cascades	2	2	6	8	100,0
Centre	3	3	0	3	100,0
Centre-Est	15	15	5	20	100,0
Centre-Nord	23	13	0	13	56,5
Centre-Ouest	5	5	21	26	100,0
Centre-Sud	28	8	0	8	28,6
Est	1	1	9	10	100,0
Hauts-Bassins	0	0	11	11	-
Nord	4	4	26	30	100,0
Plateau Central	1	1	9	10	100,0
Sahel	61	11	0	11	18,0
Sud-Ouest	0	0	2	2	-
Total	148	68	123	191	45,9

Source : Rapports 16^{ème} CRP ; Collecte de données sur l'assainissement en 2014

Le taux de réalisation des latrines dans les lieux publics est de 45,9% au niveau national ; il varie de 18% dans la région du Sahel à 100% dans 8 régions.

En outre, 123 blocs non initialement programmés ont été réalisés ; portant à 191, le nombre de blocs total réalisés.

Les régions de la Boucle du Mouhoun, du Centre Ouest et du Nord enregistrent les plus forts taux de réalisations hors programmation.

Tableau 15 : Construction de nouvelles latrines familiales améliorées et puisards domestiques

Régions	Latrines Familiales					Puisards domestiques				
	Nouvelles réalisations					Nouvelles réalisations				
	Program- mation révisée (a)	Réalizations			Taux de réalisation (100*b/a) en %	Program- mation révisée (a)	Réalizations			Taux (100*b/a) en %
Issue de la program - mation (b)		Hors program - mation (c)	Total (b+c)	Issue de la program - mation (b)			Hors program - mation (c)	Total (b+c)		
Boucle du Mouhoun	2 882	1 741	0	1 741	60,4	0	0	249	249	-
Cascades	1 769	1 769	272	2 041	100,0	30	20	0	20	66,7
Centre	2 920	2 320	0	2 320	79,5	10	10	45	55	100,0
Centre-Est	8 972	4 286	0	4 286	47,8	110	0	8	8	0,0
Centre-Nord	12 727	10 382	0	10 382	81,6	50	21	0	21	42,0
Centre-Ouest	4 421	2 581	0	2 581	58,4	0	0	65	65	-
Centre-Sud	2 915	1 500	0	1 500	51,5	0	0	18	18	-
Est	6 333	3 295	0	3 295	52,0	250	123	0	123	49,2
Hauts-Bassins	6 495	3 617	0	3 617	55,7	20	20	7	27	100,0
Nord	2 414	1 989	0	1 989	82,4	150	33	0	33	22,0
Plateau Central	3 043	1 310	0	1 310	43,0	50	19	0	19	38,0
Sahel	4 030	3 194	0	3 194	79,3	0	0	39	39	-
Sud-Ouest	5 395	2 779	0	2 779	51,5	100	0	320	320	0,0
Total	64 316	40 763	272	41 035	63,4	770	246	751	997	31,9

Source : Rapports 16^{ème} CRP ; Collecte de données sur l'assainissement en 2014

Au total, le nombre de latrines réalisé (41 035) est plus élevé que celui de 2013 qui était de 32 669 soit une augmentation de 8 366 latrines.

Le taux de réalisation de latrines familiales varie de 43,0% dans la région du Plateau Central à 100% dans la région des Cascades. La faible performance constatée dans la région du Plateau Central est liée à la faible réalisation des programmations de l'ONG-D/APS et du projet Zorgh'Eau.

Contrairement à l'année 2013, où aucune région n'avait fait de programmation de puisards domestiques, on constate une nette amélioration. En effet, 09 régions sur 13 ont programmé des puisards domestiques. Ce qui traduit une mise en œuvre de la recommandation qui avait été faite lors de la revue à mi-parcours du PN-AEPA et du PAGIRE et qui demandait aux différents acteurs du secteur d'intégrer dans leur prévision les ouvrages de gestion des eaux usées domestiques.

Concernant les réalisations on enregistre une hausse en 2014 car 997 puisards ont été réalisés contre 441 puisards en 2013. Toutefois, les réalisations hors programmation restent élevées. Ce qui indique que des efforts doivent se poursuivre dans le sens de la programmation

1.2.1.2 Réalisations physiques des réhabilitations d'ouvrages

Tableau 16 : Réhabilitation de latrines dans les écoles, CSPS et familiales

Régions	Latrines dans les Ecoles					Latrines dans les CSPS					Latrines Familiales				
	Program - mation révisée (a)	Réalizations			Taux (100*b/a) en %	Program - mation révisée (a)	Réalizations			Taux (100*b/a) en %	Program - mation révisée (a)	Réalizations			Taux (100*b/a) en %
		Issue de la program - mation (b)	Hors program - mation (c)	Total (b+c)			Issue de la program - mation (b)	Hors program - mation (c)	Total (b+c)			Issue de la program - mation (b)	Hors program - mation (c)	Total (b+c)	
Boucle du Mouhoun	1	1	0	1	100	0	0	0	0	-	0	0	14	14	-
Cascades	0	0	0	0	-	0	0	0	0	-	0	0	10	10	-
Centre	0	0	0	0	-	0	0	0	0	-	0	0	6	6	-
Centre-Est	0	0	0	0	-	0	0	0	0	-	0	0	1	1	-
Centre-Nord	0	0	0	0	-	0	0	0	0	-	0	0	5	5	-
Centre-Ouest	0	0	2	2	-	0	0	0	0	-	0	0	4	4	-
Centre-Sud	0	0	0	0	-	0	0	0	0	-	0	0	1	1	-
Est	0	0	2	2	-	0	0	1	1	-	0	0	1	1	-
Hauts-Bassins	0	0	1	1	-	0	0	0	0	-	0	0	15	15	-
Nord	0	0	0	0	-	0	0	2	2	-	0	0	7	7	-
Plateau Central	11	11	17	28	100	0	0	0	0	-	0	0	8	8	-
Sahel	0	0	0	0	-	0	0	0	0	-	0	0	17	17	-
Sud-Ouest	0	0	0	0	-	0	0	6	6	-	0	0	20	20	-
Total	12	12	22	34	100	0	0	9	9	-	0	0	109	109	-

Source : Rapports 16^{ème} CRP ; Collecte de données sur l'assainissement en 2014

Réhabilitation des latrines dans les écoles : Deux régions ont réalisé la totalité de leur programmation. Ce sont le Plateau Central (11 réhabilitation) Boucle du Mouhoun (1réhabilitation). Par ailleurs, 22 blocs latrines ont été réhabilités hors programmation.

Les faibles programmations de réhabilitation pourraient s'expliquer par la difficulté dans la mise en œuvre de ces types de travaux sur le terrain.

Réhabilitation des latrines dans les CSPS : Un total de neuf (9) réhabilitations hors programmation a été enregistré dans trois (03) régions (Sud-Ouest (6), Nord (2) et Est (1)).

Réhabilitation de latrines familiales : 109 latrines familiales ont été réhabilitées en 2014, toutes hors programme.

1.2.1.3 Difficultés rencontrées et propositions de solutions

Tableau 17: Difficultés rencontrées et proposition de solutions (AEUE rural)

Difficultés rencontrées	Propositions de solutions	Responsable de mise en œuvre
1. La non communication de la programmation par certains acteurs aux directions régionales	Rappeler les acteurs au respect de rendez-vous pour disposer d'une programmation réaliste et à temps	DGAEUE/DRAR HASA
2. La défaillance et le manque de professionnalisme de certaines entreprises ne permet pas de respecter les prescriptions techniques et les délais contractuels; ce qui conduit à des résiliations de leurs contrats	Appliquer plus de rigueur dans la sélection des entreprises pour la réalisation des ouvrages	DGAEUE, DMP/MARHASA SG/R, DRARHASA
3. La non exhaustivité des données qui ne permet pas une meilleure exploitation des rapports CRP	Appuyer les directions régionales dans le renforcement des capacités des acteurs à la collecte des données pour la programmation , améliorer les canevas des rapports CRP et les mettre à la disposition des directions régionales	DGRE DGAEUE

Source : rapports 16^{ème} CRP

1.2.2 Milieu urbain

1.2.2.1 Réalisations physiques d'ouvrages neufs

Tableau 18 : Réalisation d'ouvrages d'AEUE en milieu urbain

Région	Latrines familiales (Nbre)			Puisards (Nbre)			Latrines publiques (Nbre)			Latrines scolaires (Nbre)			Raccordés au Réseau collectif (Nbre)		
	Prévisio n	Réalisé	Taux (%)	Prévisio n	Réalisé	Taux (%)	Prévisio n	Réalisé	Taux (%)	Prévisio n	Réalisé	Taux (%)	Prévisio n	Réalisé	Taux (%)
Boucle du Mouhoun	900	212	24	630	170	27	20	4	20	5	7	140	0	0	-
Cascades	450	288	64	315	356	113	5	17	340	5	10	200	0	0	-
Centre	10 500	10 426	99	7 350	7 442	101	150	123	82	50	85	170	400	126	32
Centre-Est	700	321	46	490	150	31	12	8	67	3	20	533	0	0	-
Centre-Nord	700	233	33	490	244	50	8	8	100	7	4	57	0	0	-
Centre-Ouest	1 250	452	36	875	408	47	15	2	13	5	1	20	0	0	-
Centre-Sud	600	50	8	420	8	2	0	14		0	0	-	0	0	-
Est	400	435	109	280	426	152	15	0	0	5	0	0	0	0	-
Hauts-Bassins	6 750	3 765	56	4 725	4 572	97	45	4	9	15	19	127	0	0	-
Nord	1 100	701	64	770	627	81	30	62	207	5	18	360	0	0	-
Plateau-Central	300	23	8	210	4	2	0	0	0	0	5	-	0	0	-
Sahel	600	740	123	420	49	12	0	0	0	0	2	-	0	0	-
Sud-Ouest	750	250	33	525	250	48	0	0	0	0	0	-	0	0	-
National	25 000	17 896	72	17 500	14 706	84	300	242	81	100	171	171	400	126	32

Source : ONEA, 2014

Le taux de réalisation des latrines familiales est de 72% au niveau national ; il varie de 8% dans les régions du Centre-Sud et du Plateau Central à 123% dans la région du Sahel. La faible performance constatée s'explique par les retards accusés dans l'ouverture des comptes des communes pour le transfert de ressources. La performance constatée dans la région du Sahel est due à la mise à jour de la base de données qui a permis de prendre en compte les réalisations antérieures avec d'autres acteurs.

Le taux de réalisation des latrines publiques est de 81% au niveau national ; il varie de 0% dans la région de l'Est à 340% dans la région des Cascades. La faible performance constatée dans la région de l'Est s'explique par le faible niveau de la demande. Par contre, dans la région des Cascades, la demande a été supérieure aux prévisions.

Le taux de réalisation des latrines scolaires est de 171% au niveau national ; il varie de 0% dans la région de l'Est à 533% dans la région du Centre-Est. Le facteur déterminant de la performance est la demande des bénéficiaires.

Le faible taux de raccordements des ménages au réseau d'assainissement collectif s'explique par le nombre insuffisant de tâcherons sélectionnés pour réaliser les travaux. Pour résoudre cette insuffisance, des tâcherons supplémentaires ont été recrutés pour la réalisation des travaux de raccordement.

En outre, dans la région du Centre, 2,4 Km d'extension de réseau collectif a été nécessaire pour le raccordement des ménages. Une station de traitement des boues de vidange prévue en 2013 à Ouagadougou a été achevée en 2014.

1.2.2.2 Difficultés rencontrées dans l'exécution des travaux

Le tableau ci-dessous présente les difficultés majeures rencontrées.

Tableau 19: Difficultés rencontrées et proposition de solutions (AEUE urbain)

Difficultés rencontrées	Propositions de solutions	Responsable de mise en œuvre
1. Défaillance de certains prestataires d'ingénierie sociale	Confier l'activité d'ingénierie sociale aux acteurs locaux à l'image de l'organisation du projet pilote de transfert de compétence aux communes	ONEA
2. Faible capacité financière des tâcherons	Respecter les délais de paiement des factures afin de leur permettre d'assurer une continuité dans les travaux	ONEA
3. Difficultés d'accès dans les parcelles	Engager une campagne d'Information et de sensibilisation ciblée sur les parcelles concernées	ONEA

Source : ONEA

II. CADRE UNIFIÉ DES INTERVENTIONS ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN MILIEU URBAIN

Le cadre unifié d'intervention regroupe l'ensemble des procédures de mise en œuvre et les mesures de renforcement des capacités pour une gestion efficace du secteur de l'eau potable et de l'assainissement en milieu rural, la mise en place d'un environnement favorable au développement soutenu des infrastructures d'eau potable et d'assainissement et un service d'eau durable.

Il couvre toutes les activités liées à l'eau potable et l'assainissement hors infrastructures. Ces activités sont regroupées en 4 catégories pour lesquelles les résultats suivants ont été atteints au cours de l'année 2014.

2.1 CADRE UNIFIE DES INTERVENTIONS

2.1.1 Renforcement des capacités de gestion du secteur AEPA

2.1.1.1 Mise en œuvre du contrat d'assistance technique COWI A/S au PN-AEPA 2010-2015

Le tableau n°21 ci-après présente l'état de mise en œuvre, au 31/12/2014, du contrat d'assistance technique COWI au PN-AEPA financé par DANIDA.

Tableau 20. Etat de mise en œuvre du contrat d'assistance technique COWI AT PN-AEPA 2010-2015

Contrat COWI AT PN-AEPA 2010-2015, état de mise en œuvre du contrat au 31/12/2014								
	allocations contrat initial (phases I et II)		allocations révisées avenant 07/2013 (phases I et II)		réalisés au 31/12/2014		solde au 31/12/2014	
	mois	heures	mois	heures	mois	heures	mois	heures
ATI LT DMOC	36,00		57,35		46,25		11,10	
ATI LT GFB	49,00		25,10		26,10		-1,00	
ATN LT GFB	0,00		22,00		11,05		10,95	
ATI CT		10.400,00		7.152,00		5.628,00		1.524,00
ATN CT		2.600,00		10.252,00		10.777,00		-525,00

SOURCE : ASSISTANCE TECHNIQUE COWI

Au 31/12/2014 il y a un reliquat de 1 524 heures d'ATI CT (environ 190 hj ou 8,8 hm) et de - 525 heures d'ATN CT (environ - 66 hj ou - 3 hm).

Le solde négatif en ATN CT s'explique par une demande de la part des structures bénéficiaires, plus forte qu'anticipée, en ATN CT au cours de l'année 2014. Cette situation est en cours de régularisation à travers l'avenant n° 2 au contrat d'assistance technique en cours de finalisation (voir aussi ci-après).

L'année 2014 a été marquée par le démarrage effectif des prestations relatives à l'assistance technique à 12 DREAHA dans le cadre de la mise en œuvre des crédits délégués 2014 (investissements, renforcement des capacités, suivi de la mise en œuvre de la Réforme,...) des 4 bureaux d'études nationaux recrutés à cet effet. Il s'agit de CINTECH (régions des Cascades, des Hauts-Bassins et du Sud - Ouest), BERA (régions du Centre – Ouest, de la Boucle du Mouhoun et du Nord) et GERTEC (régions du Centre – Sud, du Centre – Est et de l'Est) qui ont démarré les prestations depuis le 6 janvier 2014 et de IGIP Afrique (régions du Centre, du Plateau Central et du Sahel) qui a démarré ses prestations depuis le 9 janvier 2014.

Le cadre logique de leurs prestations est présenté dans le tableau n°22 ci-dessous :

Tableau 21. Cadre logique de l'intervention des 4 Maîtres d'œuvre d'appui aux DREAHA

Objectif Général	Créer au niveau régional les conditions indispensables à la mise en œuvre des appuis budgétaires au Programme National d'Approvisionnement en Eau Potable et d'Assainissement (PN-AEPA) 2015.
Objectifs Spécifiques	Renforcer les performances et les capacités des DREAHA du ressort territorial du maître d'œuvre afin qu'elles puissent à terme : <ol style="list-style-type: none"> 1) mettre en œuvre les projets d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement ; 2) Assurer leur mission de maître d'ouvrage déléguée ; 3) Assurer leur mission d'assistance aux communes (AMOC).
Résultats attendus	<ol style="list-style-type: none"> 1) Les besoins en ouvrage d'AEPA et en études de faisabilité des infrastructures sont déterminés ; 2) Les DAO pour le recrutement des prestataires (bureaux d'études, bureau de contrôle, fournisseurs d'équipements, entreprises de travaux) sont élaborés ; 3) Les plans de passation des marchés ont été élaborés et mis en œuvre ; 4) Les coûts et les délais de passation des marchés sont considérablement réduits ; 5) La gestion des marchés est bien maîtrisée par les DREAHA ;

	<p>6) Les ouvrages d'AEPA réalisés sont de bonne qualité et les délais d'exécution sont respectés ;</p> <p>7) Le suivi appui des instances de mise en œuvre de la réforme est effectif ;</p> <p>8) La réforme est mise en œuvre jusqu'au niveau village ;</p> <p>9) L'appui à la mise en œuvre de la feuille de route de transfert progressif de la subvention « assainissement familial » aux communes est effectif ;</p> <p>10) Les DREAHA ont été accompagnées et encadrées dans la revue des performances et l'allocation des ressources ;</p> <p>11) Les DREAHA ont été appuyées dans la mise en œuvre des activités BPO.</p>
--	--

L'appui fourni, bien apprécié par les DREAHA bénéficiaires, a permis une mise en œuvre effective de l'ABS 2014.

La gestion journalière et technique des prestataires est assurée par les DREAHA concernées, la DGRE et la DGAEUE. La gestion administrative et financière des 4 contrats est assurée par le chef de mission de l'AT COWI en étroite collaboration avec les DREAHA (signataires des feuilles de temps).

L'autre fait marquant de la période écoulée est la mobilisation d'une Assistance Technique Nationale Long Terme en Gestion Financière et Budgétaire (ATN LT GFB), à la demande de la DAF du MEAHA, qui a pris service le 2 janvier 2014.

Le Gouvernement a par ailleurs sollicité l'appui financier de la coopération danoise, à travers un avenant n°2 au contrat d'assistance technique COWI A/S PK 1725 afin d'assurer :

- la présence, en 2015, à temps complet de l'expert technique international long terme en appui au SP/PAGIRE ;
- le financement de l'assistance technique nationale et internationale court terme identifiée pour la mise en œuvre des actions prioritaires du PAGIRE, phase II ;
- le financement de l'assistance technique nationale court terme identifiée pour appuyer le MEAHA dans la relecture de la Politique Nationale de l'Eau.

Le projet d'avenant n° 2, d'un montant de 4 163 100 DKK correspondant à environ 365 184 000 CFA, a été finalisé et transmis fin décembre 2014 à l'Ambassade Royale du Danemark pour analyse.

Le deuxième semestre 2014 a été marqué par la mobilisation de 3 équipes pluridisciplinaires dans le cadre de la relecture de la Politique Nationale de l'Eau (PNE) et de la formulation des programmes nationaux, à l'horizon 2030, d'Approvisionnement en Eau Potable (PNAEP) et d'Assainissement des Eaux Usées et Excreta (PNAEUE).

Tableau 22. Missions assistance technique court terme réalisées au cours de l'année 2014 dans le cadre du contrat d'assistance technique COWI AT PN-AEPA.

N°	Période	Structure appuyée	Objet de la mission	Résultats obtenus / documents produits
1	01/2014 – 01/2014	SSE / DPSE	Assurance qualité du processus de collecte et de consolidation des données BD INO 2013, développement de requêtes et autres outils	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport de mission ; - Indicateurs_AEP_Rural_2013.xlsx (MS EXCEL) ; - Présentation 140118_restitutionmissionRalphElsaesser.ppt (POWERPOINT) ; - Mise à jour du tutoriel Utilisation du modèle SIG PNAEP.pdf ; - Un nombre des cartes et des fichiers EXCEL montrant les résultats géographiquement ; - NouvellesRealisationsPEMPParProjet.xlsx (MS EXCEL).
2	09/2013 – 04/2014	MEAHA	Appui à la formulation de la vision 2040 assortie d'un plan d'actions détaillé de mise en œuvre et à la définition d'une feuille de route pour la conduite du processus d'élaboration du post PN-AEPA	Dans le cadre de cette étude plusieurs rapports intermédiaires ont été produits et validés par les premiers responsables de la mise en œuvre du PN-AEPA et du PAGIRE. La mission a été couronnée par le rapport final de la note d'orientation pour la conception du post-2015 du secteur eau et de la vision de l'AEP à l'horizon 2040 avec son annexe.
3	03/2014 – 03/2014	PN-AEPA	Audit Qualité des prestations de l'équipe de l'assistance technique.	Rapport de mission d'audit qualité n° 4. Le rapport est articulé autour de 4 chapitres, notamment le contexte, l'état de mise en œuvre des recommandations précédentes, le bilan de la contribution de l'AT en 2013 et les perspectives pour 2014 – 2015.
4	02/2014 – 11/2014	DGAEUE	Mission d'appui pour la mise en œuvre de la feuille de route pour un transfert progressif des ressources et de la gestion des subventions de l'assainissement familial aux communes d'ici à 2015.	En étroite collaboration avec l'Assistant Technique National Long Terme Gestion Financière et Budgétaire (ATN LT GFB), les résultats suivants ont été atteints : <ul style="list-style-type: none"> - la définition des modalités liées à la gestion de la subvention ; - l'élaboration d'une circulaire portant sur les composantes et modalités de mise en œuvre de l'assainissement ; - La budgétisation des transferts ; - L'élaboration d'outils appropriés de pilotage du processus (guides d'action, tableaux de bord, fiches de suivi) ;

N°	Période	Structure appuyée	Objet de la mission	Résultats obtenus / documents produits
				- L'élaboration d'un protocole type de partenariat avec les services de santé et d'éducation. Le rapport de mission et les différents outils ont été livrés le 18 novembre 2014.
5	02/2014 – 03/2015	DGAEUE	Mission d'appui à l'élaboration, de façon participative, d'un guide IMS opérationnel assorti de coûts référentiels pour la conduite des activités d'intermédiation sociale en matière d'assainissement des eaux usées et excréta.	La version provisoire du guide, intégrant les amendements de l'atelier de validation de Koudougou d'octobre 2014, a été livrée le 24 novembre 2014. Le document relatif aux éléments de coûts est en cours de finalisation.
6	06/2014 – 03/2015	DGAEUE	Mission d'appui à l'amélioration de la performance de la DGAEUE au regard de ses défis, des responsabilités et des fonctions à assurer dans un contexte de modernisation administrative.	Le rapport diagnostic a été livré en octobre 2014 ainsi que les rapports provisoires sur la configuration pour la nouvelle organisation et le fonctionnement optimal de la DGAEUE et l'architecture du plan de renforcement des capacités assortie d'une feuille de route pour l'amélioration des performances organisationnelles de la DGAEUE.
7	06/2014 – 10/2014	DAEP / DGRE	Mission d'appui à la DGRE dans la définition des modalités pratiques d'opérationnalisation de l'intercommunalité dans le secteur de l'AEPA	Les livrables amendés par le comité de suivi concernent : <ul style="list-style-type: none"> • le rapport de mission ; • le document de plaidoyer ; • le décret sur la communauté de communes relu ; • la feuille de route de mise en œuvre des propositions validées.
8	07/2014 – 07/2014	DGESS/ MEAHA	Atelier de brainstorming pour l'actualisation de la PNE	L'atelier a concerné l'examen de la vision, les orientations, les stratégies-clé et de l'horizon de la nouvelle politique nationale de l'eau ainsi que l'agencement des phases suivantes du processus d'actualisation,

N°	Période	Structure appuyée	Objet de la mission	Résultats obtenus / documents produits
				d'élaboration et d'adoption de la politique nationale de l'eau et des programmes qui en découlent.
9	08/2014 – 02/2015	DGESS/ MEAHA	Appui à la relecture du document de Politique Nationale de l'Eau	Le rapport contextuel (versions provisoire et définitive) a été finalisé ainsi que le document proposant les principes et orientations stratégiques à validation.
10	09/2014 – 03/2015	DGRE	Appui à la formulation du PN-AEP à l'horizon 2030	Ont été rédigés : <ul style="list-style-type: none"> • le rapport de démarrage (versions provisoire et définitive) ; • le rapport Etat des Lieux de l'AEP, notamment la version provisoire qui a été présentée au cours de 4 ateliers régionaux ; • le rapport Etat des lieux de l'AEP, version amendée en y intégrant les observations consensuelles des ateliers régionaux, qui sera soumis à validation par le Comité de suivi courant janvier 2015.
11	09/2014 – 03/2015	DGAEUE	Appui à la formulation du PN-AEUE à l'horizon 2030	Ont été rédigés : <ul style="list-style-type: none"> • le rapport de démarrage (versions provisoire et définitive) ; • le rapport Etat des Lieux de l'AEUE, notamment la version provisoire qui a été présentée au cours de 4 ateliers régionaux ; • le rapport Etat des lieux de l'AEUE, version définitive en y intégrant les observations consensuelles des ateliers régionaux et celles du comité de suivi.

2.1.1.2 Réalisation et suivi des PCD-AEPA

Tableau 23: Situation des PCD-AEPA

REGIONS	Nombre de Communes	PCD-AEPA					État d'élaboration au 31 décembre 2014 des PCD restants		État d'adoption au 31 Décembre 2014 par les conseils municipaux	
		A élaborer	Ayant un financement	Etat de validation par les DREAHA (Avis techniques)			Recrutement du prestataire en cours	PCD-AEPA en cours d'élaboration	En attente	Adoptés
				Validés entre 2009 et 2013	Validés en 2014	Total validés				
Boucle du Mouhoun	47	47	47	45	2	47	0	0	17	30
Cascade	17	17	17	7	0	7	0	10	7	0
Centre	7	10	10	10	0	10	0	0	0	10
Centre Est	30	30	30	30	0	30	0	0	20	10
Centre Nord	28	28	28	28	0	28	0	0	25	3
Centre Ouest	38	38	38	29	0	29	0	9	16	13
Centre Sud	19	19	19	10	0	10	9	0	0	10
Est	27	27	27	27	0	27	0	0	27	0
Hauts Bassins	33	35	35	35	0	35	0	0	21	14
Nord	31	31	31	31	0	31	0	0	0	31
Plateau Central	20	20	20	20	0	20	0	0	0	20
Sahel	26	26	26	16	0	16	0	10	16	0
Sud-Ouest	28	28	28	28	0	28	0	0	14	14
TOTAL	351	356	356	316	2	318	9	29	163	155

Source : Rapports 16^{ème} CRP

Deux (2) PCD-AEPA ont été validés au cours de l'année. Vingt-neuf (29) PCD-AEPA sont en cours d'élaboration dans le cadre d'un projet dans les régions du Centre-Ouest, des Cascades et du Sahel. Pour les neuf (9) du Centre-Sud, le processus de recrutement du prestataire est en cours.

Dans le processus progressif de leur élaboration, 159 PCD-AEPA, élaborés entre 2009 et 2010 ont atteint leur échéance et doivent être révisés. Deux communes dans les régions du centre sud et du centre ouest ont déjà obtenu des financements pour la révision de leur PCD-AEPA. Les autres communes ont besoin d'un accompagnement pour la mise à jour de ces PCD-AEPA. Pour ce faire des fiches de mise à jour des PCD-AEPA et de programmation ont été élaborées et ont été testées dans six (06) communes. Les résultats de cette expérience ont été capitalisés et permettront d'améliorer les fiches en vue d'appuyer les communes dans la planification et la programmation. Des dispositions seront prises pour évaluer les PCD déjà élaborés et mis en œuvre avant de passer à la deuxième génération des PCD-AEPA.

2.1.1.3 Maîtrise d'ouvrage communale

Dans le cadre du renforcement des capacités des communes à la maîtrise d'ouvrage et en accompagnement des compétences transférées dans le domaine de l'AEPA, le ministère en charge de l'eau a entamé depuis 2009 un processus de transfert des ressources financières aux communes.

Entre 2009 et 2014, un montant total de 8 246 720 000 FCFA a été transféré aux communes dans le domaine de l'AEP. Ces fonds étaient destinés d'une part aux réhabilitations de forages (2009 à 2012) et aux réhabilitations et extensions d'AEPS d'autre part (2013 et 2014). Les montants transférés par année sont présentés en annexe.

Pour l'année 2014, le montant initialement prévu était de 2 300 000 000 FCFA, mais suite à une régulation budgétaire, ce montant a été réduit à 1 716 720 000 FCFA. Les montants révisés n'ont été transférés qu'à partir d'octobre 2014, alors que certaines communes avaient déjà signé des contrats sur la base des montants initiaux.

La situation d'exécution par les communes de ces ressources n'est pas encore disponible malgré la requête (par lettre n°2014-099-MATD/SG/DGD/DPIFL du 14 juillet 2014) adressée aux présidents des commissions techniques régionales à cet effet par le président de la commission technique interministérielle MEF/MATD.

2.1.1.4 Appui à la maîtrise d'ouvrage communale

Pour l'appui à la mise en œuvre de la maîtrise d'ouvrage communale, des études ont été entreprises. L'état de l'élaboration de ces études au 31 décembre 2014 est présenté dans le tableau ci-dessous :

Tableau 24: Récapitulatif des études menées au cours de l'année 2014 par la DGRE et la DGAEUE.

N°	Intitulé	État d'avancement	Prestataire	Source de financement	Observation
1	Etude sur le prix de l'eau et la stratégie Partenariat Public Privé	Les différents documents produits par le groupement CINTECH/GLN/SCP ont été jugés insatisfaisants. L'étude a été reprise et le rapport provisoire a été présenté au comité de suivi le 16/12/2014 pour amendement. Les observations ont été envoyées aux consultants pour prise en compte.	Equipe de Consultants	PEA Banque Mondiale	Le contrat avec le groupement CINTECH/GLN/SCP a été résilié. Deux consultants ont par la suite été recrutés pour la finalisation de l'étude
2	Etude sur la feuille de route AMOC en AEPHA	Le rapport final a été validé en atelier national le 23 juillet 2014. Par la suite le rapport a été introduit au cabinet de l'ex MEAHA pour soumission à l'examen du conseil des ministres.	Comité +AT COWI	État + DANIDA	Le dossier a été transmis au MARHASA pour approbation et transmission pour examen en Conseil des Ministres
3	Audit organisationnel, technique et financier de 30 AEPS gérées par affermage	L'équipe de travail mise en place par l'administration pour l'audit a bénéficié d'une formation initiale au CEMEAU.	Comité +AT COWI	DANIDA	Le CEMEAU a élaboré un guide d'audit et a assuré la formation initiale.
4	Etude sur la révision des normes et critères en AEPA	Un document provisoire des normes et critères révisés de l'AEUE a été produit par le comité mis en place à cet effet. Concernant l'AEP, le comité de travail mis en place a tenu 2 rencontres et a décidé d'attendre les résultats de l'élaboration du dispositif intégré de	Comité +AT COWI	DANIDA	Deux consultants sont en cours de mobilisation avec l'appui de l'Ambassade Royale du Danemark pour réviser les normes, critères et indicateurs de l'AEPA.

N°	Intitulé	État d'avancement	Prestataire	Source de financement	Observation
		suivi-évaluation.			
5	Etude sur le diagnostic et la réhabilitation de 60 systèmes d'AEP rurale en vue de les transférer en délégation de gestion à un opérateur privé.	Le rapport de diagnostic a été présenté au comité de suivi le 16/12/2014 pour examen.	Groupement IGIP Afrique/ BURGEAP	PEA/BM	
6	Etude d'actualisation du guide d'élaboration des PCD-AEPA en vue d'un meilleur ciblage des couches vulnérables	Le rapport final est disponible.	consultant	PEA/BM	
7	Etude sur l'actualisation du Plan Stratégique de communication en AEPA	Le consultant a déposé un rapport jugé insatisfaisant. Un comité a alors été mis en place pour la reprise de cette étude.	consultant	PEA/BM	
8	Etude de faisabilité sur la mise en œuvre de l'intercommunalité dans le secteur de l'eau et de l'assainissement	Le rapport provisoire intégrant les amendements du comité de suivi est disponible.	Comité de suivi + COWI	DANIDA	8
9	Elaboration d'une stratégie de mise en œuvre de l'ATPC au Burkina Faso assortie d'un guide d'orientation	Le document de stratégie a été adopté en conseil des ministres en octobre 2014	Consultant	UNICEF	
10	Audit organisationnel de la DGAEUE	Un rapport diagnostic a été livré en octobre 2014 ainsi que les rapports provisoires sur la configuration pour la nouvelle organisation et le fonctionnement optimal de la DGAEUE et l'architecture du plan de renforcement des capacités assortie d'une feuille de route pour l'amélioration des performances organisationnelles de la DGAEUE.	AT COWI	DANIDA	
11	Elaboration du programme PN AEP à l'horizon 2030	Les rapports de démarrage et d'état des lieux sont disponibles.	AT COWI	DANIDA, PEA/BM	
12	Elaboration du Programme PN AEUE à l'horizon 2030	Les rapports de démarrage et d'état des lieux sont disponibles.	AT COWI	DANIDA, PEA/GIZ	

N°	Intitulé	État d'avancement	Prestataire	Source de financement	Observation
13	Relecture de la politique nationale de l'eau	Un atelier de brainstorming s'est tenu les 22 et 23 juillet 2014. Le rapport contextuel de la politique a été finalisé ainsi que le document proposant les principes et orientations stratégiques à validation.	AT COWI	DANIDA, Etat	
14	Elaboration du programme national gouvernance du secteur eau et assainissement	La mobilisation des consultants est en cours.	COWI	UE	

Source : DGRE, DGAEUE, DGESE 2014

Plusieurs études sont en cours de réalisation ou en instance de validation dans le but de renforcer et de cadrer les actions dans le domaine de l'AEPA. La pleine appropriation par tous les acteurs de l'étude sur la feuille de route AMOC AEPHA et son adoption en conseil de ministres, ainsi que la finalisation de l'étude sur l'équité du prix de l'eau en milieu rural et semi-urbain et la stratégie du PPP ont connu un grand retard à cause de leur complexité et des engagements qu'elles nécessitent du côté de l'Etat et de ses partenaires.

2.1.2 Renforcement des capacités de gestion du service public de l'eau

2.1.2.1. Suivi des AUE

Tableau 25: situation des AUE

REGIONS	Nombre de communes	Nombre de villages concernés	Nombre de secteurs concernés	Nombre total d'AUE existantes au 31/12/2014	Nombre de nouvelles AUE mise en place en 2014	Nombre total d'AUE reconnues au 31/12/2014	Proportion d'AUE reconnues au 31/12/2014 (%)	Nombre total de conventions signées avec les communes au 31/12/2014
Boucle du Mouhoun	47	992	31	988	20	988	100,0	985
Cascades	17	279	13	292	0	223	76,4	28
Centre	7	189	10	157	32	157	100	157
Centre-Est	30	789	33	802	249	802	100	654
Centre-Nord	28	888	67	937	16	886	94,6	886
Centre-Ouest	38	590	35	531	37	391	73,6	81
Centre-Sud	19	534	16	374	18	373	99,7	3
Est	27	795	32	827	0	827	100	827
Hauts-Bassins	33	482	31	497	56	475	95,6	475
Nord	31	887	29	909	0	909	100	890
Plateau Central	20	550	20	568	0	568	100	568
Sahel	26	687	36	688	0	677	98,4	639
Sud-Ouest	28	991	32	1075	0	1075	100	298
National	351	8653	385	8645	428	8351	96,6	6491

Source : Rapport 16^{ème} CRP

Au 31 décembre 2014, 8 645 AUE ont été mises en place sur 9038 prévues, soit un taux d'exécution de 95,8%. L'année 2014 a connu la mise en place de 428 nouvelles AUE dans les régions de la Boucle du Mouhoun, du Centre, du Centre-Est, du Centre-Nord, du Centre-Ouest, du Centre-Sud et des Hauts-Bassins. Il faut noter qu'il est difficile d'estimer avec exactitude le nombre total d'AUE à mettre en place puisque le nombre de village et secteur concernée évolue au cours du temps avec la création de nouveaux villages. La proportion d'AUE reconnues légalement est de 96,6% soit 8 351 AUE sur 8 645 existantes. Des 8 351 AUE reconnues, 6491 ont signé des conventions avec les communes, soit un taux de 77,73%.

2.1.2.2. Situation des Artisans Réparateurs (AR)

Tableau 26: Situation des artisans réparateurs

REGIONS	Nombre de communes	Nombre de villages concernés	Nombre d'AR	Nombre d'AR ayant déposés un dossier d'agrément en 2014	Nombre d'AR total agréés par la DREAHA	Pourcentage d'AR agréés (%)	Nombre total de contrats signés avec la commune au 31/12/14	Nombre de contrats signés avec les communes en 2014
Boucle du Mouhoun	47	992	123	84	60	48,8	30	30
Cascades	17	279	33	2	12	36,4	0	0
Centre	7	189	40	28	19	47,5	0	0
Centre-Est	30	789	68	63	63	92,6	0	0
Centre-Nord	28	888	135	47	102	75,4	48	48
Centre-Ouest	38	590	46	37	37	80,4	5	0
Centre-Sud	19	534	85	46	40	47,1	7	7
Est	27	795	105	9	55	52,4	22	16
Hauts-Bassins	33	482	31	1	29	93,5	4	1
Nord	31	887	62	62	62	100	12	12
Plateau Central	20	550	86	79	73	84,9	10	1
Sahel	26	687	42	0	42	100	0	0
Sud-Ouest	28	991	34	20	13	38,2	0	0
National	351	8653	890	478	607	68,2	138	115

Source : Rapport 16^{ème} CRP PN-AEPA

Au 31 décembre 2014, 890 AR ont été répertoriés sur tout le territoire dont 607 ont été agréés par les DREAHA, soit un taux de 68,2%. La délivrance de l'agrément technique est conditionnée par une évaluation qui permet à la DREAHA de certifier les compétences de l'AR à exercer le métier de maintenancier des PMH. Au total 138 maintenanciers ont signé un contrat de maintenance avec les communes. Compte tenu du rôle très important de ces maintenanciers, une assistance particulière doit être apportée aux communes en vue d'accélérer le processus de contractualisation.

2.1.2.3. Mise en place et suivi des gestionnaires délégués sur AEPS

Tableau 27: Situation de la gestion des AEPS

Régions	Nombre de communes	Nombre total d'AEPS	Nombre d'AEPS Communautaire	AEPS gérées par délégation au 31/12/2014				Proportion d'AEPS gérée par délégation (en %)	nombre de contrat signés en 2014
				ONEA	Opérateurs privés	ONG/ association	Nombre total d'AEPS gérées par délégation		
Boucle du Mouhoun	47	104	92	2	0	0	2	2,2	0
Cascades	17	38	32	1	0	25	26	81,2	1
Centre	7	52	52	10	11	3	24	46,1	0
Centre-Est	30	45	25	1	19	0	20	80,0	19
Centre-Nord	28	48	36	0	16	2	18	50,0	0
Centre-Ouest	38	83	74	0	36	5	41	55,4	5
Centre-Sud	19	76	15	0	13	0	13	86,7	8
Est	27	70	63	3	5	0	8	12,7	0
Hauts-Bassins	33	76	75	1	0	30	31	41,3	0
Nord	31	120	109	1	108	0	109	100	2
Plateau Central	20	44	31	2	2	3	7	22,6	0
Sahel	26	71	67	1	11	36	48	71,6	5
Sud-Ouest	28	18	18	1	2	5	8	44,4	0
National	351	845	689	23	223	109	355	51,5	40

Source : Rapports 14^{ème} CRP

Le secteur de l'eau s'est engagé dans un processus d'amélioration du service public de l'eau en mettant l'accent sur la réalisation des AEPS (desserte à travers des bornes fontaines et branchements privés). Pour la gestion de ces ouvrages, le contrat d'affermage est préconisé par la Réforme.

En 2014, 40 nouveaux contrats ont été signés avec des opérateurs privés dans les régions des cascades, du Centre-Est, du Centre-Ouest, du Centre-Sud, du Nord et du Sahel. Ce qui a fait passer le taux d'AEPS gérées par délégation de 41,3% en fin 2013 à 51,5% au 31 décembre 2014 pour une cible de 50% fixée dans la matrice de performance.

Les faibles taux observés dans certaines régions sont :

- région de la Boucle du Mouhoun : le processus de recrutement des prestataires pour la gestion des AEPS s'est révélé infructueux car la question de la mutualisation des ressources se pose compte tenu que l'intercommunalité n'est pas appliquée dans la région.; pour prendre en compte cette situation l'étude diagnostic des 60 AEPS dans les régions des Hauts Bassins et de la Boucle du Mouhoun en vue de leur transfert en gestion déléguée à un opérateur privé est en cours pour servir de test de la stratégie du PPP.
- région de l'Est : le processus de recrutement des prestataires pour la gestion des AEPS s'est révélé infructueux, pour absence de soumissionnaires ;
- région du Plateau Central : le processus de recrutement est en cours ;
- régions des Hauts Bassins et du Sud-Ouest : les faibles taux s'expliquent par le fait que certaines communes se sont retirées de la gestion de l'ADAE. Les causes de ces retraits sont liées surtout à la non implication des maires dans la gestion ;
- région du Centre : le faible taux s'explique par le fait que la gestion des PEA n'est pas très attrayant pour les opérateurs, alors que la région en possède 31.

Dans le souci d'améliorer la proportion d'AEPS gérées par délégation dans les régions où ce taux est très faible, des ateliers de sensibilisation ont été organisés dans les régions de la Boucle du Mouhoun, de l'Est, du Sahel, du Centre Ouest et du Sud-Ouest avec les communes qui n'ont pas encore signé un contrat de gestion avec un opérateur.

2.1.3 Renforcement des capacités de management et d'exécution des travaux et services du secteur privé et des ONG

2.1.3.1. Suivi des activités de formation

Diverses formations ont été organisées dans le cadre du renforcement des capacités des acteurs régionaux et communaux. Le tableau ci-dessous donne un récapitulatif des formations réalisées dans les différentes régions, le public cible et le nombre de personnes formées au cours de l'année 2014 :

Tableau 28: Situation des formations au profit des acteurs régionaux

Thème de la formation	Public cible	Nombre de participants	Bailleurs
Formation sur la qualité et la protection des eaux souterraines et sur le système d'information géographique (SIG)	DREAHA-CAS, DREAHA-HBS, DREAHA-SO	16	CISV
Formation de maçons en techniques de construction de latrines semi finies	Les maçons	48	DREAHA-BMH
Réalisation de l'intermédiation sociale H&A	La population de 83 villages	-	DREAHA-BMH
La réforme de gestion des ouvrages hydrauliques	AUE	120	DREAHA-BMH
Formation sur logiciel TOMPRO	Le SAF et le gestionnaire de la DREAHA	2	DREAHA-BMH
Formation des nouveaux agents de la DREAHA sur la Réforme du système de gestion des ouvrages hydrauliques	Agents DREAHA-CAS	4	DREAHA
Formation sur les principaux faciès géologiques de l'ouest Burkina	Agents DREAHA	9	DREAHA
Formation sur le suivi évaluation des Projets et programmes	Agents DREAHA	10	DREAHA
Formation sur la Comptabilité Matière	SAF, Comptable (DREAHA, DRASA, AEC)	5	DREAHA
Formations de relais de sensibilisation	Hygiénistes	110	DREAHA
Organisation de séances d'animation AEPA (théâtre forum, débat, émission radio, sensibilisation, VAD)	12 villages	19	DREAHA-Centre
Atelier d'échanges et répartition des activités inscrites dans l'ABS 2014	Maires et SG des arrondissements et des communes rurales	31	DREAHA-Centre
Atelier de ciblage des zones d'implantation et de réalisation des ouvrages d'AEPA	DGRE, DGAEUE, DREAHA, DCPM, Maires et SG arrondissements et communes, directions techniques régionales, les projets, les ONG et associations	120	DREAHA Centre, Nord, Centre-Nord
Atelier de formation des SG et comptables des communes rurales sur la procédure de lancement de la demande de cotation	DRCMF, DRB, Maires et SG des communes rurales	25	DREAHA-Centre

Thème de la formation	Public cible	Nombre de participants	Bailleurs
Atelier de programmation régionale des activités du secteur de l'AEPHA	DGRE, DGAEUE, DCPM, DGESS/MEAHA, Maires et SG arrondissements et communes rurales, directions techniques régionales, les projets, les ONG et associations	46	DREAHA-Centre
Le Forum des AUE de Komsilga	DGRE, DRASA, la Préfecture et la mairie de Komsilga, les services techniques communaux, les responsables AEPA des autres communes rurales, les ONG et associations, les AUE, les AR, les gestionnaires de pompes.	155	DREAHA-Centre
Atelier de validation du contrat de suivi et d'entretien des PMH	SG et comptables des communes rurales	23	DREAHA-Centre
Atelier d'échanges sur le bilan de l'exploitation des AEPS	Maires et SG des communes rurales, les opérateurs privés	20	DREAHA-Centre
Formation/recyclage des points focaux pour la mise à jour de l'Inventaire nationale des ouvrages hydrauliques et d'assainissement	Points focaux et les superviseurs régionaux	351	13 DREAHA
Formation sur la maîtrise de la construction avec technologie peu coûteuse	Maçons villageois	4	AMUS (région du Centre)
Forum des AUE de saaba	AUE	48	
Formation des points focaux sur l'ATPC	Points focaux	23	
Formation sur le rôle des hygiénistes	Hygiénistes	6	
Formation des gestionnaires des points d'eaux modernes sur la gestion et l'entretien des points d'eaux ;	Points focaux communaux	-	DAKUPA (CES)
Formation d'hygiénistes et de maçons sur les bonnes pratiques en matière d'assainissement et la construction des latrines familiales;	hygiénistes	231	AMUS, Plan Burkina
L'accompagnement des AUE au renouvellement de leurs instances de gestion et à la délibération sur le prix de l'eau ;	AUE	-	DREAHA-CES
Formation sur la délégation et la gestion des AEPS (4 ateliers)	Maires, SG et agents DREAHA	63	PAEPA-CN
Formation sur la planification et le suivi-évaluation des projets, la gestion axée sur les résultats, les concepts des marchés publics;	AGENTS DREAHA	-	MEAHA
Outils PHAST et construction de latrines VIP	Animateurs, maçons	21	Plan Bam
Formation de maçons supplémentaire pour la réalisation de latrines familiales	Maçons	85	Plan Namentenga
Formation sur l'ATPC; les technologies Wash ; la mobilisation communautaire et la Communauté pour le Changement Social de Comportement (CCSC)	Acteurs du domaine	-	REGIS-ER
Formation sur la Technique de construction de latrines	Maçons et points focaux	7	Commune de Kaya
Formation sur la Technique de collecte de données par téléphonies mobiles	Responsable Service Etudes et Statistiques Sectorielles	1	SNV

Thème de la formation	Public cible	Nombre de participants	Bailleurs
Gestion de la caisse d'entretien des PMH : rôle du COGESS	Membres des COGES	21	AMUS
Intermédiation sociale en hygiène et assainissement	Animateurs endogènes	-	CIAI/LVIA (ONG)
Intermédiation sociale en hygiène et assainissement en matière d'ATPC	Communautés villageoises	4 villages	AMB (ONG)
Formation d'acteurs dans le cadre de l'AEPA (réforme) : rôle et responsabilité des AUE	Membres d'AUE	100	WaterAid et commune de Koudougou
la Gouvernance en matière d'AEPHA	Conseillers municipaux	56	WaterAid, commune de Koudougou
Réforme du système de gestion des infrastructures hydrauliques d'AEP en milieux rural et semi-urbain	Conseillers municipaux, Service technique/EA, point focal, CVD et AUE	-	Jumelage REO et MORLAIX
Formation des partenaires PN-AEPA sur la collecte des données sur AEPA	Partenaires PN-AEPA	50	DGRE, DREAHA
Formation sur l'utilisation avancée des GPS	Points focaux	27	DREAHA Est
Formation des maires sur les modes de délégation des AEPS	Maire	17	DREAHA Est
Gestion de l'eau, l'hygiène et l'assainissement dans les écoles	CSS, comité de gestion de l'Eau	450	ACF
Promotion de l'hygiène et Assainissement	Enseignants	85	ACF
Formation de 08 dépositaires de boutique de pièces de rechange de PMH	Gérant de boutiques	8	ACF
Formation/recyclage à la gestion financière, administrative et technique, la protection et à l'hygiène des ouvrages	Gestionnaires de forages	336	ACF
Gestion de l'eau, l'hygiène et l'assainissement dans les centres de santé	Comité de gestion/ Eau-hygiène-assainissement	302	ACF
La problématique de l'hygiène et de l'assainissement, l'OSA, La compétence des communes en matière d'hygiène et assainissement, Maîtrise d'ouvrage communale	CCEA de la commune de Piéla	60	Helvetas
Le cycle de projet et élaboration d'un projet		13	
Utilisation des outils PHAST pour la sensibilisation	Animateurs APAG et hygiénistes	13	Helvetas
Construction des latrines Sanplat	Animateurs APAG et maçons	15	Helvetas
Hygiène de l'Eau	Toute la population	935	
La Reforme et la réparation des PMH.	Maintenancier de Piéla et Bilanga	6	APB
Gestion des forages	Membre de comité de gestion	860	
Gestion publique de l'Eau	AUE et certains Conseillers municipaux des communes de Diapangou, Partiaga, Diapaga et Piéla	270	AGCT
Conception d'Ecole bleue	APE, AME, Enseignants, Elèves, conseillères	35	
Techniques de construction des latrine sanplat	Artisan-mâçons	50	-
Techniques de gestion des points d'eau	Gestionnaire des points d'eau	60	-
Formation des acteurs sur la mise en œuvre de la	AUE+CVD+CM+SG	524	-

Thème de la formation	Public cible	Nombre de participants	Bailleurs
Reforme			
Promotion de l'Hygiène et assainissement en milieu rural	Santé, enseignants, communes, animateurs, hygiénistes et populations des communes de Bokin, de Kirsi et d'Arbollé	52	-
Promotion de l'Hygiène et assainissement en scolaire	Elèves	486	-
Formation et sensibilisation sur la gestion rationnelle et la pratique d'hygiène et assainissement. Lavage des mains et visages	Populations villageoises de la province du Yatenga	8295	-
Formation sur la passation des marchés publics et le contrôle et la réception des travaux d'AEP	Cceau + SG + Comptables des communes du Passoré	100	-
Atelier de formation des acteurs du suivi et de l'entretien des PMH	Comptables des mairies et maintenanciers	75	-
Atelier de relecture du contrat type d'affermage	Maires, Eau-Vive	35	-
Atelier bilan de mise en œuvre de la Réforme	Maires, SG de mairies et Fermier	60	-
Organisation du Comité Interservices de l'Eau	Services techniques œuvrant dans le développement rural	20	-
La Réforme de gestion des Ouvrages hydrauliques	AUE	111	-
La tournée de suivi du maintenancier, L'évaluation de l'AEP	Maintenanciers	15	-
La maîtrise d'ouvrage communale	Elus et techniciens	20	-
Formation sur le rôle des membres AUE dans le fonctionnement des ouvrages hydrauliques	AUE	84	HELP
Renouvellement des AUE	AUE/Commune de Markoye	27	Eau Vive
Réalisation de l'intermédiation sociale H&A: distribution des Kits d'Hygiène et sensibilisation dans 19 écoles primaires	Communes de Djibo, Nassoumbou, Gorom et Deou	-	DRC
Renforcement de capacités des CCEA et AUE	Communes de Gorgadji et d'Aribinda	-	DREAHA-SHL/IRC-Burkina
Formation sur Excel	Agents de la DREAHA-SHL	-	
Formation sur l'assainissement total piloté par la communauté (ATPC)	Agents de la DREAHA-SHL	-	DREAHA-SHL/IGIP Afrique
Formation sur la maintenance des AEPS	Agents DGRE, DREAHA, AUE, Gestionnaires d'AEPS et agents communaux	120	DANIDA

Source : Rapports 16^{ème} CRP

2.1.4 Mise en place des instruments du PN-AEPA

2.1.4.1 Diffusion de l'information

Les résultats de l'INO 2013 ont été mis en ligne sur le site web du secteur de l'eau www.eauburkina.org et mis à la disposition des directions régionales en charge de l'eau et de l'assainissement et des agences de l'eau en mai 2014. La collecte de données dans les DREAHA et Agences de l'Eau pour l'alimentation du Site Web www.eauburkina.org a eu lieu en mai 2014.

Le rapport grand public 2013 du PN-AEPA a été rédigé et validé en octobre 2014 par un comité technique mis en place à cet effet ; l'annuaire statistique 2013 du secteur eau et assainissement et le tableau de bord statistique 2013 du MEAHA ont été également élaborés. Des plaquettes sur les modalités de calcul des taux d'accès AEPA

ainsi que des fiches d'informations sur les critères d'allocation budgétaire ont été élaborées en 2014 et seront diffusées après reproduction.

2.1.4.2. Mise en œuvre de la Campagne Nationale de Plaidoyer pour l'assainissement

Plusieurs activités ont été réalisées pour la promotion de l'hygiène et de l'assainissement auprès des populations ; il s'agit notamment :

- du suivi de la mise en œuvre des activités ATPC dans le Plateau central et le Centre-Nord;
- des activités de promotion de l'hygiène et de l'assainissement en milieu scolaire dans la commune de Ouagadougou ;
- du suivi des activités de promotion de l'hygiène et d'assainissement dans la région du Centre-Nord, de la Boucle du Mouhoun et du Nord ;
- du déroulement des activités WASH United dans le Kourwéogo ;
- de la tenue du Sanithon régional dans les Hauts-Bassins le 24 mai 2014 qui a permis de récolter plus de 94 millions de Francs CFA. Cette somme est destinée à la construction des latrines dans la région des Hauts-Bassins ;
- de la tenue de la journée de lavage des mains le 15 octobre 2014 à Houndé ;
- de l'organisation de la journée mondiale des toilettes à Gaoua, le 19 novembre 2014.

2.1.4.3. Cadres de concertation

Au cours de l'année 2014, différentes activités entrant dans le cadre des concertations entre acteurs du secteur ont été menées, notamment :

- la tenue des 14^{ème} et 15^{ème} sessions des CRP du PN-AEPA dans toutes les régions respectivement en janvier et juin 2014 ;
- la tenue des 19^{ème} et 20^{ème} sessions du CNP du PN-AEPA respectivement les 14 février et 14 juillet 2014 ;
- la célébration de la journée mondiale de l'eau le 22 mars 2014 à travers le lancement de la construction d'un système d'adduction d'eau potable dans la région du Plateau Central (Zitenga) et la tenue d'une conférence de presse au Centre Culturel Français Georges Méliès sous le thème « Eau et Energie » ;
- la tenue d'une session du Comité Technique de l'Eau les 3 et 4 juin 2014 à Koudougou pour l'examen et l'adoption des SDAGE des Espaces de compétence des agences de l'eau des Cascades et du Mouhoun ;
- la tenue de la 27^{ème} session du Conseil National de l'Eau (CNEau) les 5 et 6 juin à Koudougou pour l'examen et l'adoption des SDAGE des Espaces de compétence des agences de l'eau des Cascades et du Mouhoun.

2.1.4.4. Activités de suivi évaluation et de programmation

Dans le cadre du suivi-évaluation et de la programmation des activités du PN-AEPA, les activités suivantes ont été réalisées :

- la tenue à Ouagadougou d'un atelier visant un meilleur ciblage des zones d'implantation des PEM en milieu rural les 25, 26 et 27 avril 2014. Des ateliers similaires se sont tenus dans les régions de la Boucle du Mouhoun, des Cascades, du Centre, du Centre-Est, du Centre-Nord, du Centre-Sud, de l'Est, des Hauts-Bassins, du Nord et du Plateau Central ;
- la mise à jour de la base de données de l'Inventaire National des Ouvrages d'AEP (BD INO) 2013 du 6 au 10 janvier 2014 au 2IE et l'assurance qualité du processus de collecte et de consolidation des données de la BD INO 2013, développement de requêtes et autres outils du 11 au 18 janvier 2014 ;
- la restitution de la base de données INO 2013 couplée au SIG-OMD dans les 13 régions avec la formation des superviseurs régionaux à l'utilisation de l'outil du 12 au 23 mai 2014 ;
- la tenue de l'atelier de révision des outils BPO du 09 au 13 juin 2014 à Ziniaré ;
- la conduite de l'opération de « mise à jour de l'inventaire national des ouvrages d'approvisionnement en eau potable et collecte d'informations relatives aux ouvrages d'assainissement des eaux usées et excréta » ;
- l'élaboration et la validation (15 décembre 2014) du dispositif de suivi-évaluation des sous-secteurs de l'AEP et de l'AEUE.

2.2 RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN MILIEU URBAIN

Le renforcement des capacités a porté sur l'assistance aussi bien à la maîtrise d'ouvrage communale qu'à l'exploitation et au management de l'entreprise.

2.2.1 Assistance au management

Au titre de l'appui au management, l'assistance a porté sur :

- la mise en place d'un Monitoring du service délégué d'AEP dans les quartiers non lotis ;
- la réalisation en cours de l'enquête de satisfaction des populations des périmètres non lotis concernés par la délégation du service public d'eau à Ouagadougou ;
- la communication et le partage d'expériences ;
- l'organisation de 9 missions d'AT- Court-terme : Ingénierie de formation, gestion des ressources humaines, Ingénierie d'organisation et pédagogique, Gestion Financière et commerciale, Comptabilité analytique, Systèmes informatiques, Facilitation des travaux sur les plateformes.

- l'appui à l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de l'assainissement pour les zones non loties : une note d'orientation sur l'assainissement dans les zones non loties et loties a été élaborée et la relecture de la stratégie d'assainissement des zones non loties est en cours. L'atelier de validation des stratégies relues est prévu courant janvier 2015.
- l'appui à la réorganisation de la DASS : le consultant (bureau d'études International Competus Manangement) a été retenu pour conduire cette mission. Le rapport final de l'audit organisationnel est disponible.

2.2.2 Assistance au centre des métiers de l'eau (CEMEau) et à la formation

L'appui au CEMEAU a porté sur :

- l'assistance technique au développement des équipements et matériels pédagogiques ;
- l'élaboration du cursus de formation des nouvelles recrues Ingénieurs de travaux et Plombiers ;
- la formation des formateurs sur l'élaboration de fiches et modules de formation ;
- l'élaboration d'outils de programmation pour les formations au CEMEAU (catalogue du CEMEAU et répertoire des formations) ;
- la dynamisation d'un site web dédié et conception d'une solution informatisée de gestion des formations ;
- la préparation du recrutement de deux formateurs permanents (Hydraulique, Electromécanique-Automatisme) à affecter à l'exploitation des plateformes ;
- le développement d'outils de gestion et procédures de comptabilité analytique du CEMEAU ;
- l'organisation de 2 missions d'AT- Court-terme : Gestion de la masse salariale, Ingénierie de formation ;
- l'appui à l'élaboration du plan de formation 2015 de la DRH/ONEA.

2.2.3 Assistance à la maîtrise d'ouvrage communale

Une convention de partenariat avec un délai d'exécution de 3 ans a été signée entre l'ONEA et la SNV en 2013 pour l'appui à la mise en œuvre des PSA dans quatre communes (Kombissiri, Manga, Ziniaré et Dori). Dans ce partenariat, la SNV en tant que structure expérimentée dans l'accompagnement apportera son savoir-faire aux communes pour l'exécution des actions planifiées en vue de leur autonomisation dans la maîtrise d'ouvrage communale en assainissement.

La SNV accompagne les communes dans la réalisation des actions suivantes :

- la formation des acteurs communaux ;
- la formation des artisans et la réalisation des ouvrages ;
- la mise en place des services assainissement dans les communes ;
- l'élaboration des plans opérationnels des communes ;
- la contractualisation des activités d'ingénierie sociale avec les associations locales.

2.2.4 Partenariat avec les sociétés d'eau

Au cours de l'année 2014, l'ONEA a maintenu sa coopération avec les structures et sociétés œuvrant dans le secteur de l'eau et l'assainissement.

Ainsi, dans le cadre du renforcement des capacités des sociétés sœurs, l'office à travers des conventions de partenariat et en tant que Mentor¹ a accueilli des missions de benchmarking des sociétés de distribution d'eau de la Guinée, du Mali, de Centrafrique, du Tchad, du Burundi, du Benin, de l'Angola et du Togo. Les visites ont surtout porté sur le renforcement des capacités dans les domaines du métier de l'eau (gestion clientèle, réduction des pertes d'eau, optimisation de la production, maintenance des équipements, évaluation des projets, etc.).

¹ Conseiller, guide

En retour, l'ONEA en tant que Mentee² a aussi effectué une visite à la Société Wallonne des Eaux en Belgique courant mai 2014 sur l'amélioration des performances suivi d'une visite diagnostic de l'organisation par cette dernière à Ouagadougou en janvier 2015.

La société des eaux de Marseille a aussi accompagné l'ONEA à travers une étude pour la construction d'un centre d'appel téléphonique.

2.2.5 Comité de supervision des activités de l'ONEA

La 6^{ème} réunion du comité de supervision des activités de l'ONEA s'est tenue le 20 juin 2014. Présidée par le Directeur Général de la Coopération représentant le Ministre de l'Economie et des Finances, elle a regroupé plusieurs bailleurs de fonds résidents au Burkina Faso (AFD, BOAD, KFW, DANIDA, GIZ, Banque Mondiale), les représentants du MEAHA, du MICA, de la ligue des consommateurs, de l'association des municipalités du Burkina, des associations intervenant dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, les auditeurs techniques et financiers sur l'analyse des performances de l'ONEA.

Le comité a apprécié les bonnes performances de l'ONEA en matière d'eau potable ainsi que les efforts consentis en matière d'assainissement.

III. BILAN D'EXECUTION FINANCIERE 2014

3.1 MILIEU RURAL

3.1.1 Bilan financier global de l'AEPA

Figure 2: Taux d'exécution financière par source de financement

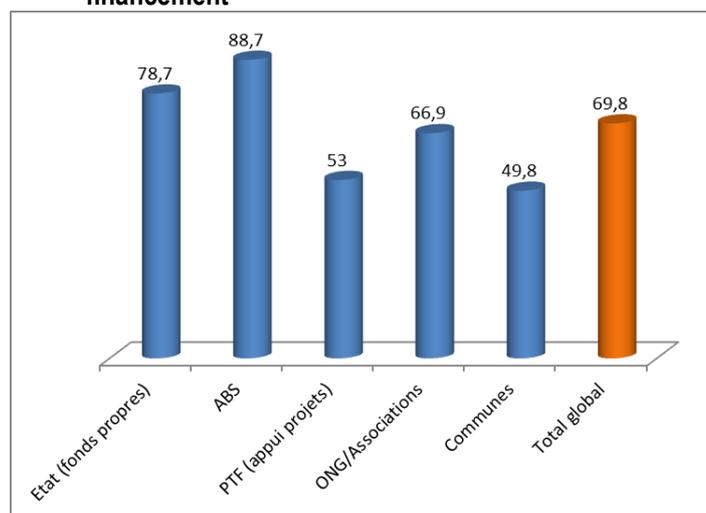


Tableau 29: Exécution financière global selon les sources de financement (en millions de FCFA)

Financement	Prévision 2014	Dépenses 2014	Taux (%)
Ressources propres	9 508,0	7 487,5	78,7
ABS	10 207,2	9 049,6	88,7
PTF (appui projets)	14 573,6	7 718,6	53,0
ONG/Associations	2 341,6	1 566,5	66,9
Communes	1 204,7	600,3	49,8
Total	37 835,1	26 422,6	69,8

Source : Rapport d'exécution 2014 du BPO 2014-2016

Le niveau d'exécution de l'ABS est le plus élevé en raison de la bonne exécution des crédits délégués. Au niveau des communes, le faible taux d'exécution pourrait s'expliquer entre autres par la faible attractivité des appels d'offres.

Le taux d'exécution financière globale du programme au cours de l'année 2014 pour l'ensemble des acteurs du secteur est de 69,8%.

² mentoré, personne guidée.

3.1.2 Bilan financier du Cadre unifié des interventions de l'AEPA

Figure 3: Taux d'exécution financière du CUI par source de financement

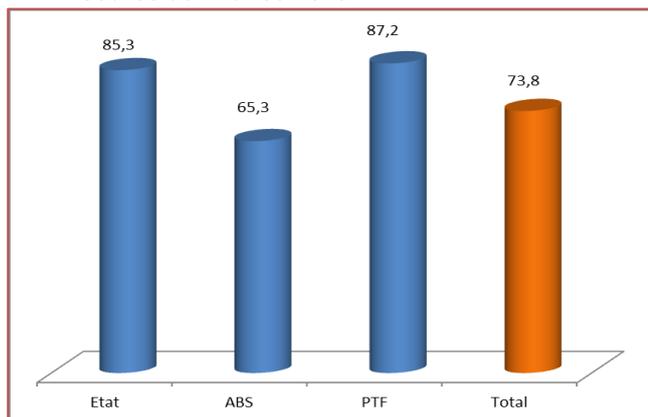


Tableau 30 : Exécution financière du CUI selon les sources de financement (en millions de FCFA)

Financement	Prévision	Dépenses	Taux (%)
Etat	1 258,0	1 072,6	85,3
ABS	2 083,0	1 360,1	65,3
PTF	235,2	205,0	87,2
Total	3 576,2	2 637,7	73,8

Source : Rapport d'exécution 2014 du BPO 2014-2016

Le bilan financier de la mise en œuvre du cadre unifié d'intervention est de 73,8%. Le faible taux au niveau de l'exécution de l'ABS pourrait s'expliquer par les effets conjugués du retard dans la transmission des pièces justificatives et la fermeture anticipée du CID.

3.1.3. Bilan financier des réalisations des ouvrages d'AEP

La dotation budgétaire révisée consacrée à la réalisation et à la réhabilitation d'ouvrage d'AEP au titre de l'année 2014 est de 27 751,5 millions de FCFA. Le montant total dépensé pour ces travaux est de 19 785,3 millions de FCFA avec 2 982,8 millions de FCFA investis hors programmation. Le taux d'exécution issu de la programmation révisée est de 71,3%. Ce taux d'exécution est supérieur à celui de 2013 qui était de 71,2%.

Tableau 31: Bilan financier des réalisations de nouveaux ouvrages d'AEP (en millions de FCFA)

Régions	Forages neufs					Puits neufs					AEPS neuves				
	program- mation révisée (a)	Réalizations			Taux de réalisation (100*b/a) en %	program- mation révisée (a)	Réalizations			Taux de réalisation (100*b/a) en %	program- mation révisée (a)	Réalizations			Taux (100*b/a) en %
		Issues de la program- mation (b)	Hors program- mation (c)	Total (b+c)			Issues de la program- mation (b)	Hors program- mation (c)	Total (b+c)			Issues de la program- mation (b)	Hors program- mation (c)	Total (b+c)	
Boucle du Mouhoun	716,1	336,9	8,0	344,9	47,0	38,0	0,0	0,0	0,0	0,0	900,0	827,4	0,0	827,4	91,9
Cascades	659,9	594,3	126,0	720,3	90,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Centre	580,9	470,1	0,0	470,1	80,9	0,0	10,0	0,0	10,0	-	0,0	232,2	0,0	232,2	-
Centre-Est	1 046,4	945,6	101,7	1 047,3	90,4	0,0	0,0	0,0	0,0	-	450,0	247,5	129,9	377,4	55,0
Centre-Nord	1 433,8	1 182,2	0,0	1 182,2	82,5	0,0	0,0	0,0	0,0	-	1 069,6	880,4	0,0	880,4	82,3
Centre-Ouest	1 023,5	1 023,5	305,2	1 328,7	100,0	0,0	11,2	0,0	11,2	-	1 320,0	1 050,3	0,0	1 050,3	79,6
Centre-Sud	598,0	527,9	155,5	683,4	88,3	5,5	2,6	6,9	9,5	48,0	782,0	489,8	0,0	489,8	62,6
Est	1 725,7	1 512,8	0,0	1 512,8	87,7	243,8	76,3	0,0	76,3	31,3	914,8	683,4	0,0	683,4	74,7
Hauts-Bassins	675,1	583,0	0,0	583,0	86,4	0,0	25,0	25,0	50,0	-	212,3	95,8	0,0	95,8	45,1
Nord	850,6	706,2	0,0	706,2	83,0	7,3	7,3	0,0	7,3	99,9	907,6	544,6	359,0	903,6	60,0
Plateau Central	1 298,5	1 216,5	0,0	1 216,5	93,7	15,0	15,0	0,0	15,0	100,0	539,0	377,3	106,9	484,2	70,0
Sahel	1 106,4	506,2	71,2	577,5	45,8	0,0	0,0	0,0	0,0	-	1 599,9	240,0	691,7	931,6	15,0
Sud-Ouest	155,7	127,7	71,8	199,4	82,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	295,0	220,5	0,0	220,5	74,7
National	11 870,6	9 732,8	839,5	10 572,3	82,0	309,6	147,4	31,9	179,3	47,6	8 990,2	5 889,0	1 287,5	7 176,4	65,5

Source : Rapport 16^{ème} CRP

Au titre des réalisations des nouveaux ouvrages d'approvisionnement en eau potable, le montant total dépensé sur la prévision révisée de 21 170,4 millions de FCFA est de 15 769,3 millions de FCFA, soit un taux d'exécution financière 74,5%. En outre, le montant dépensé hors programmation est évalué à 2 158,8 millions de FCFA.

Tableau 32: Bilan financier des réhabilitations d'ouvrages d'AEP (en millions de FCFA)

Régions	Forages réhabilités					Puits réhabilités					AEPS réhabilités				
	Program- mation révisée (a)	Réalizations			Taux de réalisation (100*b/a) en %	program- mation révisée (a)	Réalizations			Taux de réalisation (100*b/a) en %	program- mation révisée (a)	Réalizations			Taux (100*b/a) en %
		Issues de la program- mation (b)	Hors program- mation (c)	Total (b+c)			Issues de la program- mation (b)	Hors program- mation (c)	Total (b+c)			Issues de la program- mation (b)	Hors program- mation (c)	Total (b+c)	
Boucle du Mouhoun	107,9	69,3	0	69,3	64,2	2,2	1,5	0	1,5	68,2	678,9	229,1	0	229,1	33,8
Cascades	10,5	8,9	0	8,9	84,8	0	0	0	0	-	350	214,2	0	214,2	61,2
Centre	0	16	0	16	-	0	0	0	0	-	0	0	0	0	-
Centre-Est	51,9	50,4	6,7	57,1	97	1,8	0,8	0	0,8	41,7	0	0	0	0	-
Centre-Nord	293,2	229,2	0	229,2	78,2	0	0	0	0	-	309,5	114,3	0	114,3	36,9
Centre-Ouest	122	38	0	38	31,1	2,3	2,3	0	2,3	100	779,6	315,1	0	315,1	40,4
Centre-Sud	91,6	65,5	0	65,5	71,5	0	0	0	0	-	75	28,8	0	28,8	38,4
Est	494,7	489,8	315,1	804,8	99	0	0	0	0	-	590	182	0	182	30,8
Hauts-Bassins	70	65,1	8,9	74	93	0	0	0	0	-	420	365	0	365	86,9
Nord	109,1	109,1	0	109,1	100	0	0	0	0	-	793,9	770,1	116,9	886,9	97
Plateau Central	37,8	37,8	0	37,8	100	0	0	0	0	-	0	0	89,4	89,4	-
Sahel	259,1	222,6	19	241,6	85,9	1,5	1,5	0	1,5	100	120	32,8	0	32,8	27,3
Sud-Ouest	6,7	6,4	3,9	10,3	95	0	0	0	0	-	0	0	0	0	-
National	1 654,5	1 408,0	353,6	1 761,6	85,1	7,8	6,1	0	6,1	77,6	4 116,9	2 251,4	206,3	2 457,7	54,7

Source : Rapport 16^{ème} CRP

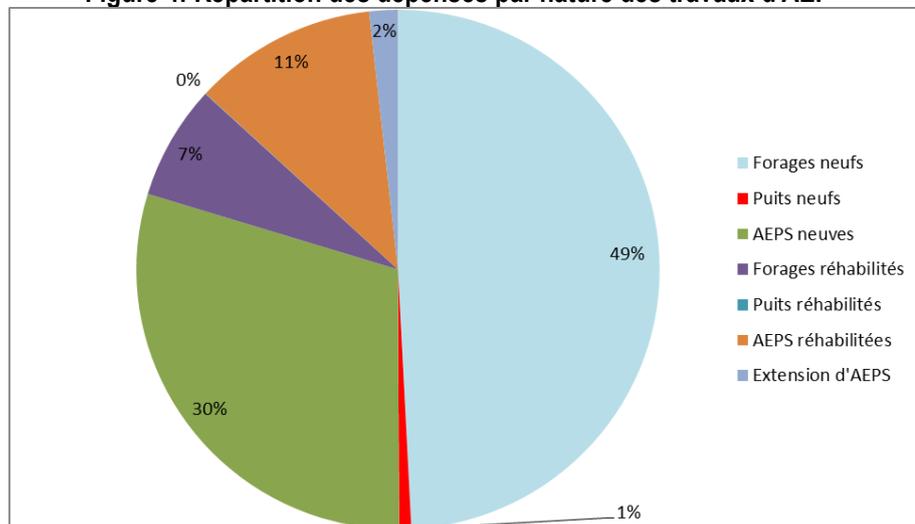
Tableau 33: Bilan financier des extensions (en millions de FCFA)

Régions	Extension d'AEPS				
	program- mation révisée (a)	Réalizations			Taux (100*b/a) en %
		Issues de la program mation (b)	Hors program mation (c)	Total (b+c)	
Boucle du Mouhoun	30	30	109,9	139,9	100
Cascades	47	18,8	13,2	32	40
Centre	120,7	0	0	0	0
Centre-Est	0	0	0	0	-
Centre-Nord	311	122,6	0	122,6	39,4
Centre-Ouest	0	0	0	0	-
Centre-Sud	0	0	0	0	-
Est	0	0	0	0	-
Hauts-Bassins	3,5	3,5	0	3,5	100
Nord	154	154	0	154	100
Plateau Central	0	0	0	0	-
Sahel	108,2	21,6	141,1	162,7	20
Sud-Ouest	27,5	0	0	0	0
National	801,9	350,5	264,1	614,7	43,7

Source : Rapport 16^{ème} CRP

Au titre des réhabilitations et extensions d'ouvrages d'approvisionnement en eau potable, le montant total dépensé sur la prévision révisée de 6 581,1 millions de FCFA est de 4 016,0 millions de FCFA, soit un taux d'exécution financière 61%. En outre, le montant dépensé hors programmation pour les réhabilitations est évalué à 824,0 millions de FCFA.

Figure 4: Répartition des dépenses par nature des travaux d'AEP



Source : Rapport 16^{ème} CRP

La plus grande partie des dépenses de l'année porte sur les réalisations de forages (49%).

3.1.4. Bilan financier des réalisations des ouvrages d'AEUE (en millions de FCFA)

La dotation budgétaire révisée consacrée à la construction et à la réhabilitation d'ouvrage d'AEUE au titre de l'année 2014 est de 6 507,9 millions de FCFA. Le montant total dépensé pour ces travaux est de 3 771,7 millions de FCFA avec 1 404,4 millions de FCFA investis hors programmation. Le taux d'exécution issu de la programmation révisée est de 58,0%. Ce taux d'exécution est inférieur à celui de 2013 qui était de 62,1%.

Tableau 34: Bilan financier de construction de latrines institutionnelles et publiques (en millions de FCFA)

Régions	Latrines dans les Ecoles					Latrines dans les CSPS					Latrines publiques				
	Program-mation révisée (a)	Réalizations			Taux de réalisation (100*b/a) en %	Program-mation révisée (a)	Réalizations			Taux de réalisation (100*b/a) en %	Program-mation révisée (a)	Réalizations			Taux de réalisation (100*b/a) en %
		Issue de la program - mation (b)	Hors program - mation (c)	Total (b+c)			Issue de la program - mation (b)	Hors program - mation (c)	Total (b+c)			Issue de la program - mation (b)	Hors program - mation (c)	Total (b+c)	
Boucle du Mouhoun	105,1	46,5	0,0	46,5	44,3	23,6	23,6	9,1	32,7	100,0	12,9	2,5	0,0	2,5	19,4
Cascades	132,4	66,2	36,5	102,7	50,0	22,4	17,1	4,5	21,6	76,4	1,2	1,2	0,0	1,2	100,0
Centre	10,5	10,5	33,1	43,6	100,0	2,6	2,3	0,0	2,3	87,3	7,8	2,5	0,0	2,5	32,4
Centre-Est	154,0	30,7	11,2	41,9	19,9	7,2	5,9	14,1	20,0	82,0	4,2	4,2	15,9	20,1	100,0
Centre-Nord	21,2	7,6	0,0	7,6	35,8	7,0	4,3	0,0	4,3	61,1	44,9	27,4	0,0	27,4	60,9
Centre-Ouest	76,0	44,4	8,0	52,4	58,4	27,5	27,5	26,0	53,5	100,0	17,5	8,0	2,5	10,5	45,5
Centre-Sud	94,4	12,0	12,5	24,5	12,8	6,0	5,5	5,5	11,0	91,7	42,0	0,0	5,0	5,0	0,0
Est	377,8	135,2	0,0	135,2	35,8	51,7	51,7	25,3	77,0	100,0	3,0	3,0	0,0	3,0	100,0
Hauts-Bassins	51,4	48,4	0,0	48,4	94,2	9,0	5,4	0,0	5,4	59,5	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Nord	107,8	63,0	0,0	63,0	58,5	23,0	5,1	0,0	5,1	22,3	14,0	10,0	0,0	10,0	71,4
Plateau Central	36,6	19,4	0,0	19,4	52,9	7,8	7,8	0,3	8,1	100,0	2,2	2,2	2,3	4,5	100,0
Sahel	43,8	9,2	0,0	9,2	21,1	21,2	4,1	0,0	4,1	19,3	77,2	20,0	0,0	20,0	25,9
Sud-Ouest	7,4	7,0	117,5	124,5	94,0	2,0	1,9	0,0	1,9	95,4	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Total	1 218,4	500,1	218,7	718,8	41,0	211,0	162,2	84,7	246,9	76,9	226,9	81,0	25,7	106,7	35,7

Source : Rapport 16^{ème} CRP

Tableau 35: Bilan financier de construction de latrines familiales (en millions de FCFA)

Régions	Latrines Familiales				
	Program-mation révisée (a)	Réalizations			Taux de réalisation (100*b/a) en %
		Issue de la programmation (b)	Hors programmation (c)	Total (b+c)	
Boucle du Mouhoun	173,2	124,7	16,7	141,4	72,0
Cascades	124,9	115,4	0,0	115,4	92,4
Centre	253,4	167,1	0,0	167,1	65,9
Centre-Est	684,7	407,2	0,0	407,2	59,5
Centre-Nord	627,7	439,4	124,9	564,3	70,0
Centre-Ouest	270,0	162,0	44,3	206,3	60,0
Centre-Sud	331,9	261,3	57,3	318,6	78,7
Est	475,1	285,1	67,3	352,4	60,0
Hauts-Bassins	793,8	476,3	312,4	788,7	60,0
Nord	279,8	237,8	198,8	436,6	85,0
Plateau Central	149,4	74,7	69,1	143,8	50,0
Sahel	286,8	176,3	10,0	186,3	61,5
Sud-Ouest	186,1	93,1	163,8	256,9	50,0
Total	4 636,8	3 020,4	1 064,6	4 085,0	65,1

Source : Rapport 16^{ème} CRP

En ce qui concerne les réalisations des nouveaux ouvrages d'assainissement, le montant total dépensé sur la prévision révisée de 6 293,1 millions de FCFA est de 3 763,6 millions de FCFA, soit un taux d'exécution de 59,8%. En outre, le montant dépensé hors programmation s'élève à 1 393,8 millions de FCFA.

Tableau 36: Bilan financier des réhabilitations d'ouvrages d'AEUE (en millions de FCFA)

Régions	Latrines dans les Ecoles					Latrines dans les CSPS					Latrines Familiales				
	Program-mation révisée (a)	Réalizations			Taux (100*b/a) en %	Program-mation révisée (a)	Réalizations			Taux (100*b/a) en %	Program-mation révisée (a)	Réalizations			Taux (100*b/a) en %
		Issue de la program - mation (b)	Hors program - mation (c)	Total (b+c)			Issue de la program - mation (b)	Hors program - mation (c)	Total (b+c)			Issue de la program - mation (b)	Hors program - mation (c)	Total (b+c)	
Boucle du Mouhoun	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Cascades	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Centre	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Centre-Est	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Centre-Nord	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Centre-Ouest	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Centre-Sud	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Est	0,0	0,0	0,0	0,0	-	160,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Hauts-Bassins	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Nord	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Plateau Central	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Sahel	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Sud-Ouest	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Total	3,5	0,0	0,0	0,0	0,0	160,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-

Source : Rapport 16^{ème} CRP

Au titre des réhabilitations l'exécution financière est nulle. Toutefois, des latrines réhabilitées en 2014 ont été recensées sur le terrain sans que l'information financière ne soit communiquée aux directions régionales.

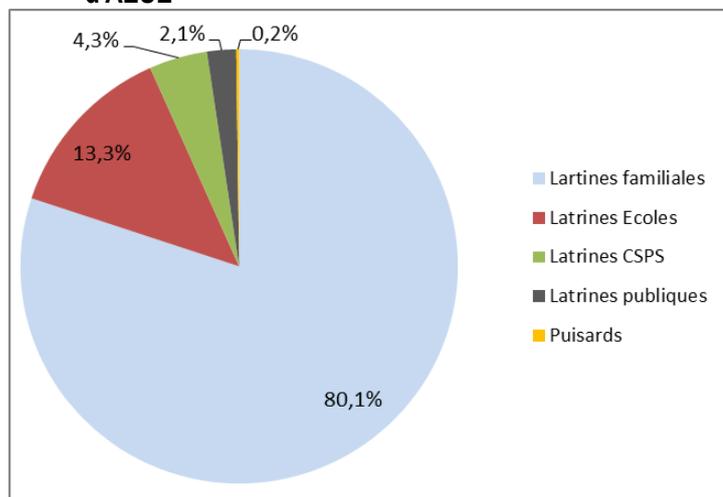
Tableau 37: Réalisations financières des constructions de puisards domestiques

Régions	Puisards domestiques				
	Program-mation révisée (a)	Réalizations			Taux de réalisation (100*b/a) en %
		Issue de la program - mation (b)	Hors program - mation (c)	Total (b+c)	
Boucle du Mouhoun	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Cascades	4,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Centre	1,2	1,2	0,0	1,2	100,0
Centre-Est	1,2	1,1	0,0	1,1	95,0
Centre-Nord	10,2	4,0	0,0	4,0	39,2
Centre-Ouest	0,0	0,0	4,6	4,6	-
Centre-Sud	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Est	25,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Hauts-Bassins	0,3	0,3	0,0	0,3	100,0
Nord	7,4	1,5	6,0	7,5	20,0
Plateau Central	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Sahel	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Sud-Ouest	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Total	51,3	8,1	10,6	18,7	15,8

Source : Rapport 16^{ème} CRP

Le niveau d'exécution financière des puisards domestiques relativement faible (15,8%) s'explique qu'aucun acteur des régions des Cascades, de l'Est et du Plateau central n'a effectué de paiement pour des raisons de lourdeur passation de marchés.

Figure 5: Répartition des dépenses par nature des travaux d'AEUE



Source : Rapport 16^{ème} CRP

Plus de 4/5 des dépenses sont consacrés à la réalisation de latrines familiales. Ceci dénote de l'intérêt accordé par les différents acteurs à la promotion de l'assainissement familial.

3.2 MILIEU URBAIN

3.2.1 Bilan financier global en millions de FCFA

Tableau 38 : Taux d'exécution financière globale

	Prévision	Réalisation	Taux (%)
Total ONEA	28 472,0	20 618,6	72%

Source : ONEA, 2014

Le taux d'exécution financière globale est de 72%. Ce faible taux s'explique par le retard dans la signature des conventions de financement de la phase II de Ziga. Les détails sont consignés dans les tableaux ci-dessous

3.2.2 Bilan financier des réalisations AEP (en millions de FCFA)

Tableau 39 : Taux d'exécution financière de l'AEP

Financement	Prévision	Réalisation	Taux (%)
Financements extérieurs	18 854,5	11 827,7	63%
Financements propres	5 004,9	5 348,2	107%
TOTAL	23 859,4	17 175,9	72%

Source : ONEA, 2014

Le montant financier des réalisations du volet eau potable s'élève à 17 176 millions de FCFA sur une prévision de 23 859 millions soit un taux de réalisation de 72%.

3.2.3 Bilan financier des réalisations AEUE (en milliers de FCFA)

Tableau 40 : Taux d'exécution financière de l'AEUE

Financement	Prévision	Réalisation	Taux (%)
Financements extérieurs	4 320	3 223,05	75%
Financements propres	292,6	219,1	75%
TOTAL	4 612,6	3 442,15	75%

Source : ONEA, 2014

Les réalisations de l'assainissement elles s'élèvent à 3 442,1 millions de FCFA sur une prévision de 4 612,6 millions soit un taux d'exécution de 75%.

IV. ANALYSE DES PERFORMANCES ET EVOLUTION DES INDICATEURS

4.1 EAU POTABLE

4.1.1 Milieu rural

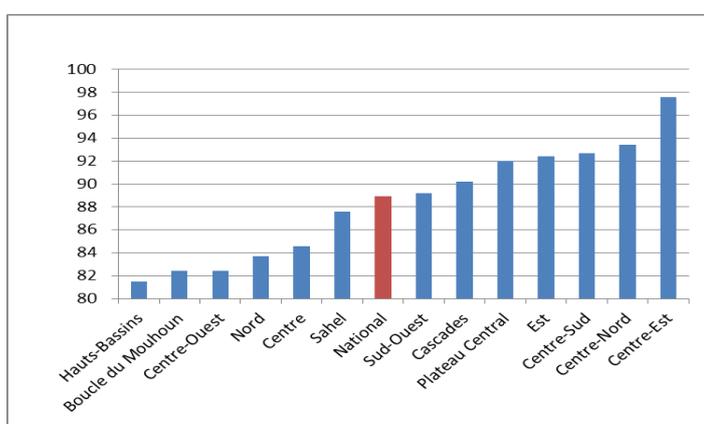
4.1.1.1 Fonctionnalité des ouvrages

Tableau 41 : Taux de fonctionnalité des PEM et des AEPS en 2014

Région	PEM				AEPS-PEA				
	Nombre Total de PEM équipés de pompe	Nombre Total de PEM équipés fonctionnels	Nombre Total de PEM équipés en panne	Taux de fonctionnalité (%)	Nombre Total d'AEPS-PEA	Nombre d'AEPS	Nombre de PEA	Nombre d'AEPS-PEA fonctionnels	Taux de fonctionnalité (%)
Boucle du Mouhoun	3 564	2 935	629	82,4	104	83	21	47	45,2
Cascades	1 767	1 594	173	90,2	38	32	6	33	86,8
Centre	2 024	1 713	311	84,6	52	31	21	51	98,1
Centre-Est	4 487	4 381	106	97,6	45	29	16	31	68,9
Centre-Nord	5 204	4 862	342	93,4	48	34	14	33	68,8
Centre-Ouest	4 477	3 687	790	82,4	83	74	9	65	78,3
Centre-Sud	3 225	2 990	235	92,7	76	47	29	65	85,5
Est	4 430	4 094	336	92,4	70	37	33	58	82,9
Hauts-Bassins	2 619	2 135	484	81,5	76	69	7	61	80,3
Nord	4 016	3 363	653	83,7	120	90	30	109	90,8
Plateau Central	3 785	3 484	301	92,0	44	29	15	27	61,4
Sahel	3 674	3 217	457	87,6	71	41	30	52	73,2
Sud-Ouest	2 821	2 515	306	89,2	18	17	1	15	83,3
National	46 093	40 970	5 123	88,9	845	613	232	647	76,6

Source: INO 2014

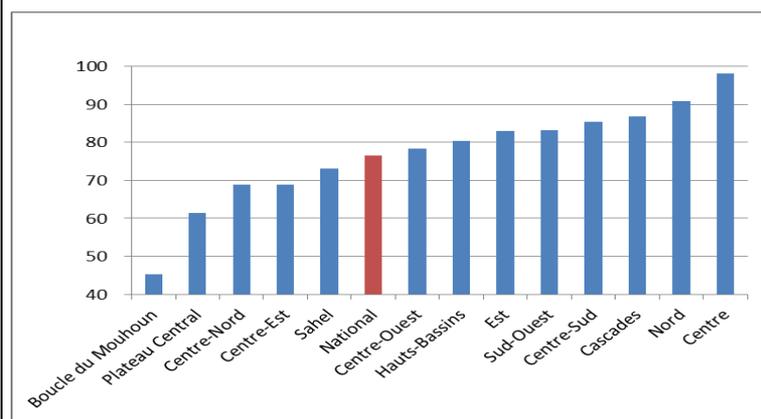
Figure 6: Taux de fonctionnalité des PEM (%)



Avec les réhabilitations, les réparations et les nouvelles réalisations, le taux de fonctionnalité des PEM est passé de 87,9% en 2013 à 88,9% en 2014 et celui des AEPS a baissé de 77,1% en 2013 à 76,6% en 2014.

Concernant les PEM, 7 régions ont un taux de fonctionnalité supérieur à la moyenne nationale qui est de 88,9 %. Le nombre de PEM en panne est plus observé dans les régions du Centre-Ouest, le Nord, la Boucle du Mouhoun et les Hauts-Bassins. Les raisons sont diverses et sont entre autres liées à la non fonctionnalité des AUE, le manque de ressources financières pour les réparations courantes, la mauvaise qualité des ouvrages réalisés et l'utilisation de sources d'eau alternatives (puits traditionnels).

Figure 7: Taux de fonctionnalité des AEPS/PEA (%)



Pour ce qui concerne les AEPS, les régions où le parc est bien entretenu sont le Centre, le Nord et les Cascades.

5 régions ont un taux de fonctionnalité inférieur à la moyenne nationale. Les raisons des pannes constatées sont liées à la défaillance dans la gestion, à la source d'énergie (vols des plaques solaires, pannes du groupe électrogène..), l'insuffisance de la ressource en eau, etc...

4.1.1.2 Taux d'accès à l'eau potable

Tableau 42 : Evolution du taux d'accès à l'eau potable par région (%)

Région	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Boucle du Mouhoun	42,1	45,0	47,8	49,3	50,5	54,3	59,0	60,3	59,7
Cascades	45,4	45,8	46,9	49,1	48,4	53,0	54,6	53,5	54,3
Centre	54,1	55,3	55,2	55,9	58,3	60,0	69,3	78,9	86,8
Centre-Est	57,9	59,3	61,1	63,4	66,3	67,8	70,4	70,6	72,0
Centre-Nord	62,4	62,9	63,4	64,1	62,8	65,9	69,0	70,3	71,2
Centre-Ouest	54,4	54,7	54,9	55,0	56,9	58,0	64,3	64,5	66,3
Centre-Sud	67,9	68,6	70,8	70,9	71,4	73,9	79,3	80,5	80,9
Est	45,8	46,3	47,1	48,1	48,8	47,3	50,2	50,5	51,0
Hauts-Bassins	38,0	40,6	40,7	41,4	41,7	47,7	51,7	49,5	48,8
Nord	53,1	55,9	59,4	61,1	65,5	67,8	71,4	72,3	74,3
Plateau-Central	66,5	68,2	70,6	69,9	71,5	71,4	77,2	77,7	78,5
Sahel	35,2	35,1	33,9	35,3	42,2	42,9	51,8	52,6	53,0
Sud-Ouest	64,0	65,3	65,2	63,6	62,7	66,4	68,5	71,3	70,8
National	51,5	52,8	54,0	54,9	56,6	58,5	63,0	63,5	64,1

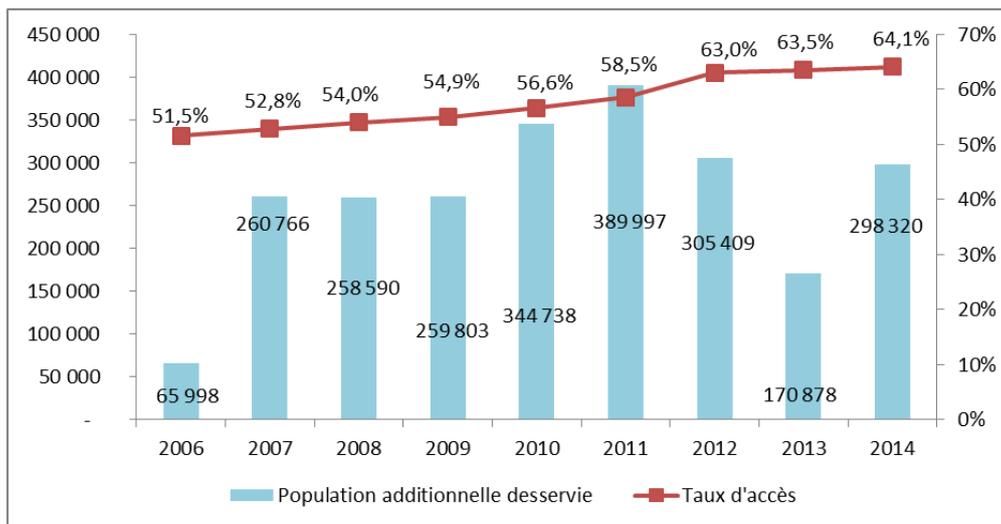
Source: INO 2014

Les réalisations et les réhabilitations faites en 2014 ont permis de desservir 298 320 personnes additionnelles en eau potable contre 170 878 personnes additionnelles desservies en 2013. Le taux d'accès est passé de 63,5% en 2013 à 64,1% en 2014 soit 8 207 831 personnes desservies sur une population totale de 12 810 808 personnes en milieu rural. Cette faible progression s'explique entre autres par l'accroissement annuel de la population (289 525 personnes) qui absorbe une grande partie des investissements.

Le niveau de progression du taux d'accès est toujours en deçà de la performance souhaitée car la cible de 65% retenue pour 2014 n'est pas atteinte.

Le taux d'accès présente des disparités au niveau des régions. 3 régions ont atteint et même dépassé les OMD (76%). Par contre 5 régions (celles des Hauts-Bassins, de l'Est, du Sahel, des Cascades et de la Boucle du Mouhoun) ont un taux d'accès inférieur à celui national.

Figure 8: Evolution du taux d'accès à l'eau potable en milieu rural

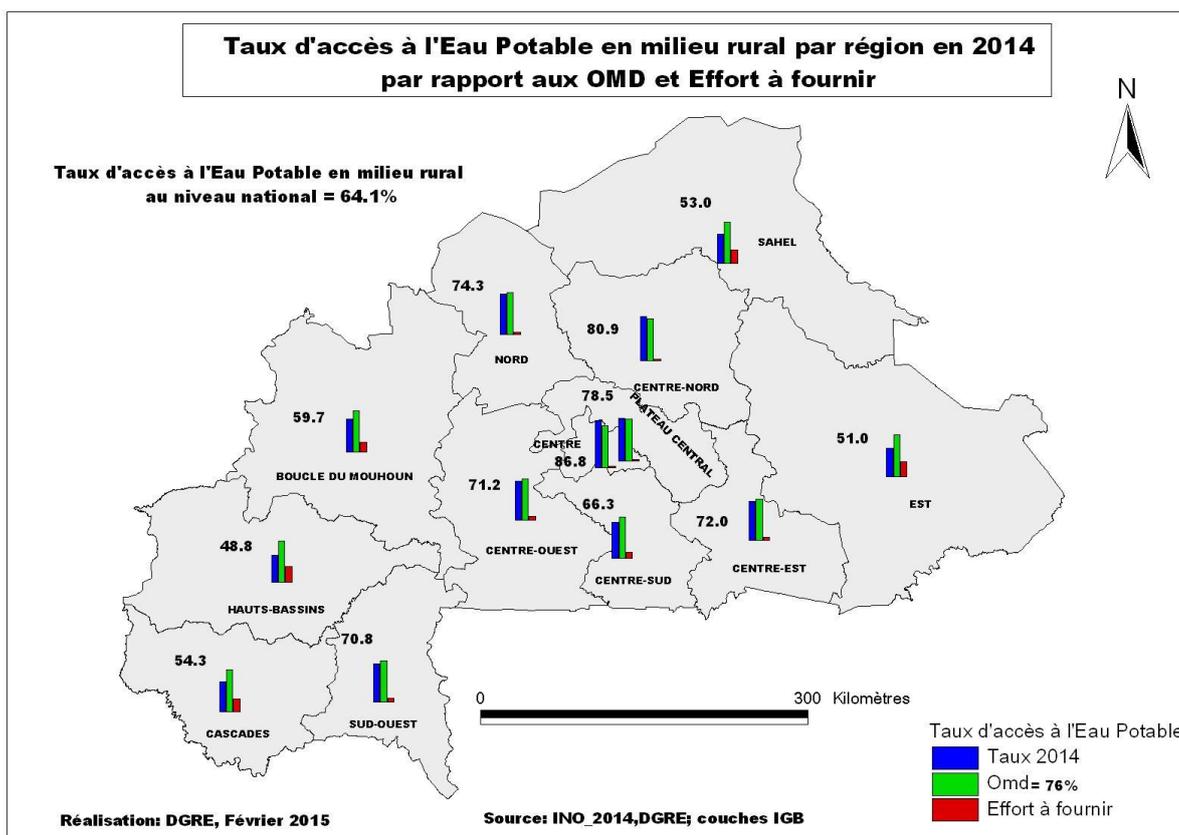


De 2006 à 2014, plus de 2,3 millions de personnes supplémentaires ont été desservies en eau potable en milieu rural.

Source : DGRE, 2014

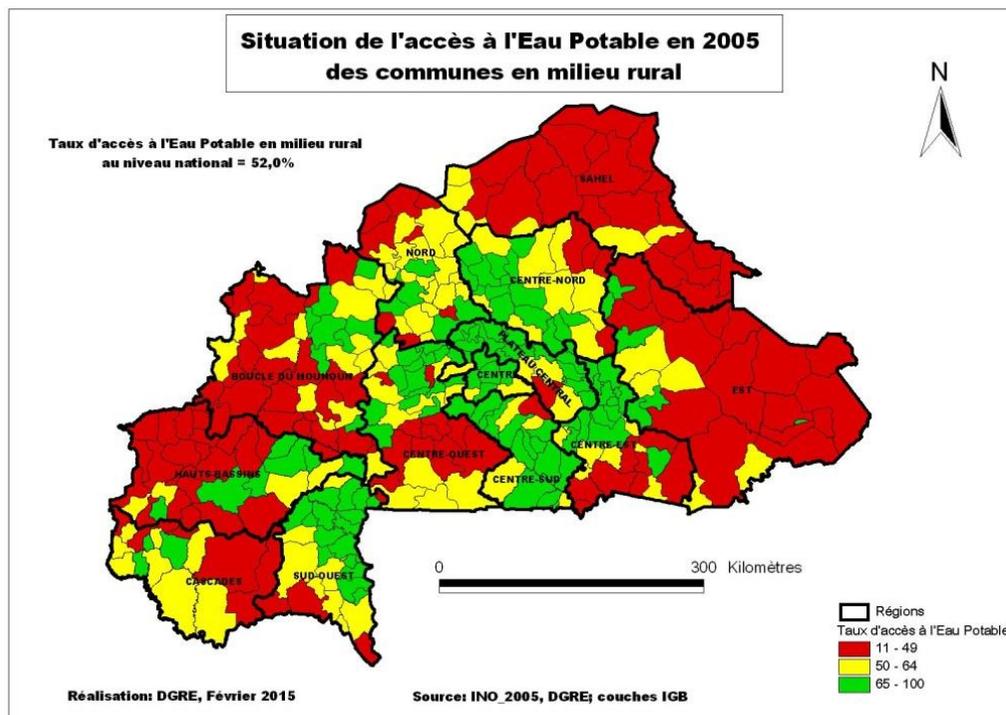
L'analyse comparative du niveau d'atteinte des OMD fait ressortir que des efforts considérables restent à fournir dans ces régions où les écarts restent importants.

Figure 9: Carte comparative du taux d'accès à l'eau potable en milieu rural par rapport à la cible OMD

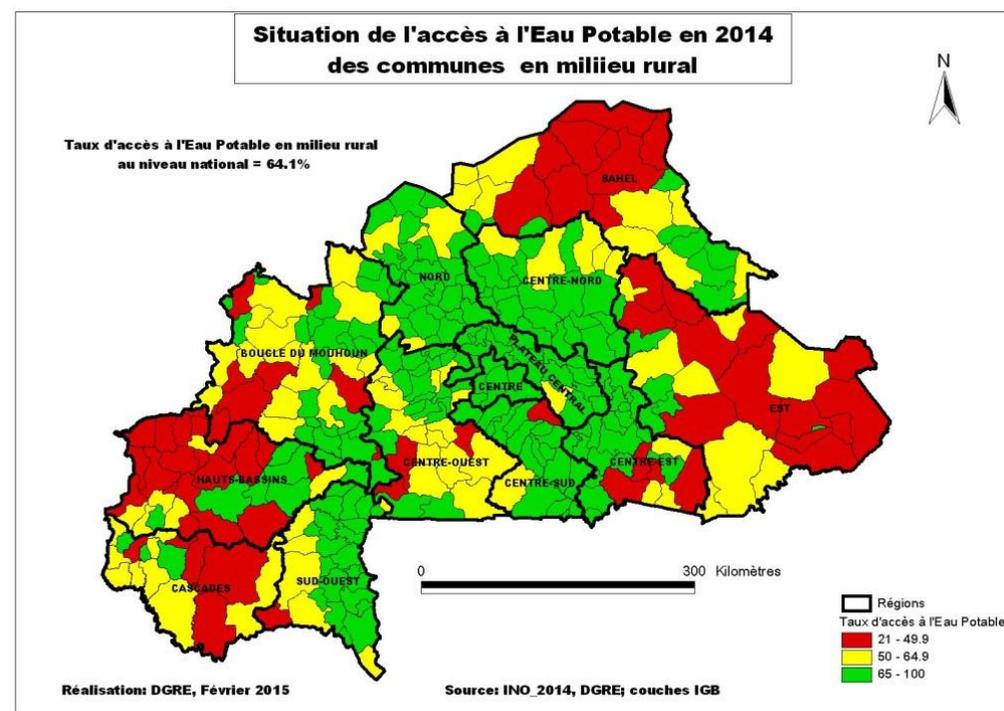


La mise en œuvre du PN-AEPA a permis de réduire le nombre de communes ayant un taux d'accès inférieur à 65% de 229 en 2005 à 147 en 2014.

Figure 10: Cartes des taux d'accès à l'eau potable en milieu rural entre 2005 et 2014



Nombre de communes ayant un taux inférieur à 65% = 229



Nombre de communes ayant un taux inférieur à 65% = 147

4.1.1.3 Estimations des besoins OMD

Tableau 43 : Analyse comparative des réalisations de 2014 par rapport à la prévision OMD

Ouvrages d'AEP	Prévision OMD 2014	Réalisation 2014	Taux d'atteinte (%)
PEM communautaires neufs	1857	1385	74,6
PEM institutionnels (école et CSPS) neufs	1387	592	42,7
AEPS neuves	83	92	110,8

Source: INO 2014

Des estimations faites sur la base des normes et critères d'équipement adoptés en 2006, les besoins en points d'eau modernes communautaires ont été actualisés en juin 2010 en prenant en compte les résultats du RGPH 2006.

Le tableau suivant présente au 31/12/2014 les réalisations annuelles et le nombre d'ouvrage à réaliser pour l'atteinte des OMD. Au total 13 163 PEM communautaires devraient être réalisés d'ici à 2015 pour satisfaire le besoin en termes d'équipement selon les critères du PN-AEPA. En 2014, il se dégage un besoin estimé à 3 062 PEM communautaires pour l'atteinte des OMD.

Dans certaines régions, le nombre de PEM estimés nécessaires pour l'atteinte des OMD a été réalisé. C'est le cas des régions du Centre du Centre-Est, du Centre-Sud et du Plateau Central.

Tableau 44 : Cumul des réalisations communautaires et estimation des besoins en PEM pour l'atteinte des OMD

Régions	Besoins en PEM communautaires (forages et puits) pour atteindre les OMD	Réalizations communautaires de PEM								Cumul des réalisations communautaires de PEM 2007-2014	Gap 2015 en PEM pour atteindre les OMD
		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014		
Boucle du Mouhoun	1 794	215	263	109	83	113	71	105	83	1 042	752
Cascades	626	25	81	41	46	109	69	41	87	499	127
Centre	179	68	26	35	64	43	58	38	67	399	0
Centre-Est	926	154	199	106	149	93	124	145	137	1 107	0
Centre-Nord	1 141	81	96	74	92	133	55	122	181	834	307
Centre-Ouest	1 023	99	75	79	107	83	118	82	102	745	278
Centre-Sud	755	97	153	55	50	104	161	87	87	794	0
Est	1 397	97	130	90	110	110	168	120	160	985	412
Hauts-Bassins	999	138	63	36	33	92	69	56	86	573	426
Nord	1 266	208	226	175	129	105	101	102	101	1 147	119
Plateau-Central	608	120	184	56	114	114	68	75	81	812	0
Sahel	1 817	62	90	71	111	328	390	181	73	1 306	511
Sud-Ouest	633	79	90	48	33	64	77	61	51	503	130
National	13 163	1 443	1 676	975	1 121	1 491	1 529	1 215	1 296	10 746	3 062

Source : INO 2014

En termes d'AEPS/PEA, 141 devraient être réalisés pour l'atteinte des objectifs fixés. Dans certaines régions comme celles des cascades, du Centre, du Centre-Sud, le Nord et le Sahel, la quantité d'AEPS/PEA estimée a été réalisée.

Tableau 45 : Cumul des réalisations communautaires et estimation des besoins en AEPS pour l'atteinte des OMD

Région	Besoins OMD en AEPS	Réalisation d'AEPS									Gap en AEPS 2015 pour atteindre les OMD
		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Cumul des AEPS 2007-2014	
Boucle du Mouhoun	77	9	9	13	3	0	4	2	15	55	22
Cascades	18	0	3	11	1	1	2	1	3	22	0
Centre	4	4	3	3	1	9	5	5	1	31	0
Centre-Est	51	1	6	5	1	2	6	1	8	30	21
Centre-Nord	53	2	4	6	3	2	3	1	7	28	25
Centre-Ouest	65	13	8	0	4	2	3	5	16	51	14
Centre-Sud	21	0	1	2	8	5	8	7	7	38	0
Est	54	4	2	2	6	1	5	4	8	32	22
Hauts-Bassins	51	8	4	6	5	0	2	5	1	31	20
Nord	39	7	9	9	3	7	9	3	10	57	0
Plateau-Central	26	1	0	2	2	2	5	1	12	25	1
Sahel	34	1	3	3	4	4	9	7	4	35	0
Sud-Ouest	26	2	5	0	0	0	1	2	0	10	16
National	519	52	57	62	41	35	62	44	92	445	141

Source : INO 2014

Concernant les bornes fontaines, le gap reste important. Les gaps de bornes fontaines les plus importants sont observés dans les régions de la Boucle du Mouhoun, du Centre-Ouest, des Hauts-Bassins, Centre-Nord et l'Est où plus de 500 bornes fontaines restent à réaliser dans chaque région pour l'atteinte des objectifs fixés.

Tableau 46 : Cumul des réalisations de bornes fontaines et estimation des besoins pour l'atteinte des OMD

Région	Besoins OMD en Bornes fontaines	Réalisation de Bornes Fontaines								Cumul équivalent bornes fontaines 2007-2014	Gap en équivalent bornes fontaines 2015 pour atteindre les OMD
		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014		
Boucle du Mouhoun	996	17	28	44	11	0	19	5	85	209	787
Cascades	208	0	8	41	6	3	4	3	12	77	131
Centre	104	16	20	13	0	50	17	8	3	127	0
Centre-Est	551	1	2	39	3	15	30	1	38	129	422
Centre-Nord	715	2	21	27	14	3	11	2	49	129	586
Centre-Ouest	816	33	31	0	5	5	11	27	71	183	633
Centre-Sud	218	0	2	3	29	12	21	28	26	121	97
Est	645	5	5	5	20	5	10	16	34	100	545
Hauts-Bassins	754	20	16	24	32	0	12	13	7	124	630
Nord	472	24	27	55	10	7	23	5	34	185	287
Plateau-Central	340	2	0	1	13	9	27	1	39	92	248
Sahel	381	4	13	16	6	11	25	12	28	115	266
Sud-Ouest	116	6	24	0	0	0	7	10	0	47	69
National	6316	130	197	268	149	120	217	131	426	1638	4678

Source : INO 2014

4.1.2 Milieu urbain

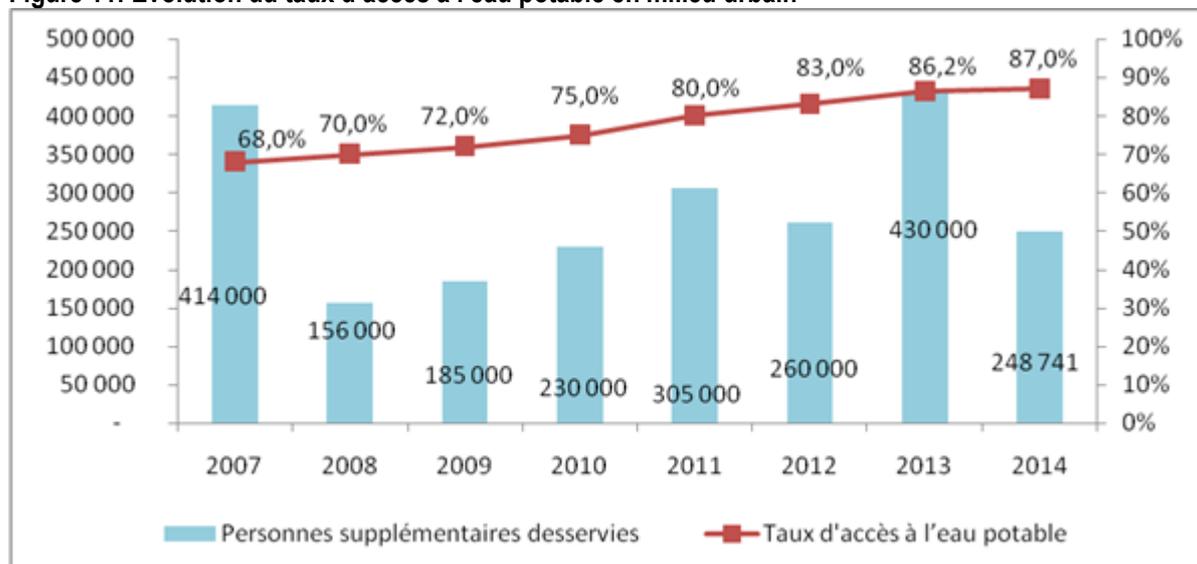
Tableau 47 : Récapitulatif des réalisations physiques en AEP depuis le démarrage du PN-AEPA

	Capacité de production (forages et stations de pompes m³/j)	Capacité de stockage (châteaux et bâches m³)	Réseau (Km)	BP (nbre)	BF (nbre)
Prévision 2015	64 863	28 000	3 227	172 096	2 631
Réalisations 2007	940	13 000	657	37 374	425
Réalisations 2008	7 332	2 000	475	12 076	139
Réalisations 2009	820	150	333	17 307	120
Réalisations 2010	1 688	4 150	362	18 314	156
Réalisations 2011	32 544	300	399	31 719	273
Réalisations 2012	3 296	8 500	603	27 993	296
Réalisations 2013	17 972	600	575	30 771	134
Réalisation 2014	14 208	5 300	590	26 059	211
Cumul des réalisations 2007-2014	78 528	34 000	3 998	202 757	1 754
Taux (%)	121%	121%	124%	118%	67%
Gap 2014-2015 pour atteindre les OMD	0	0	0	0	887

Source : ONEA, 2014

L'analyse du tableau des performances montre que le seul GAP à combler concerne les bornes fontaines dont le déficit au regard de l'objectif est largement compensé par l'excédent de branchements particuliers (BP).

Figure 11: Evolution du taux d'accès à l'eau potable en milieu urbain



Source : ONEA, 2014

Le taux d'accès à l'eau potable en 2014 de 87%, bien qu'inférieur à la cible 2014 de 88% a déjà atteint la cible des OMD.

La population additionnelle desservie en eau potable depuis 2007 est de 2,148 millions de personnes pour une cible de 1,8 millions en 2015 largement dépassée. Le dépassement de la population additionnelle est lié à la révision des critères de calcul du taux d'accès.

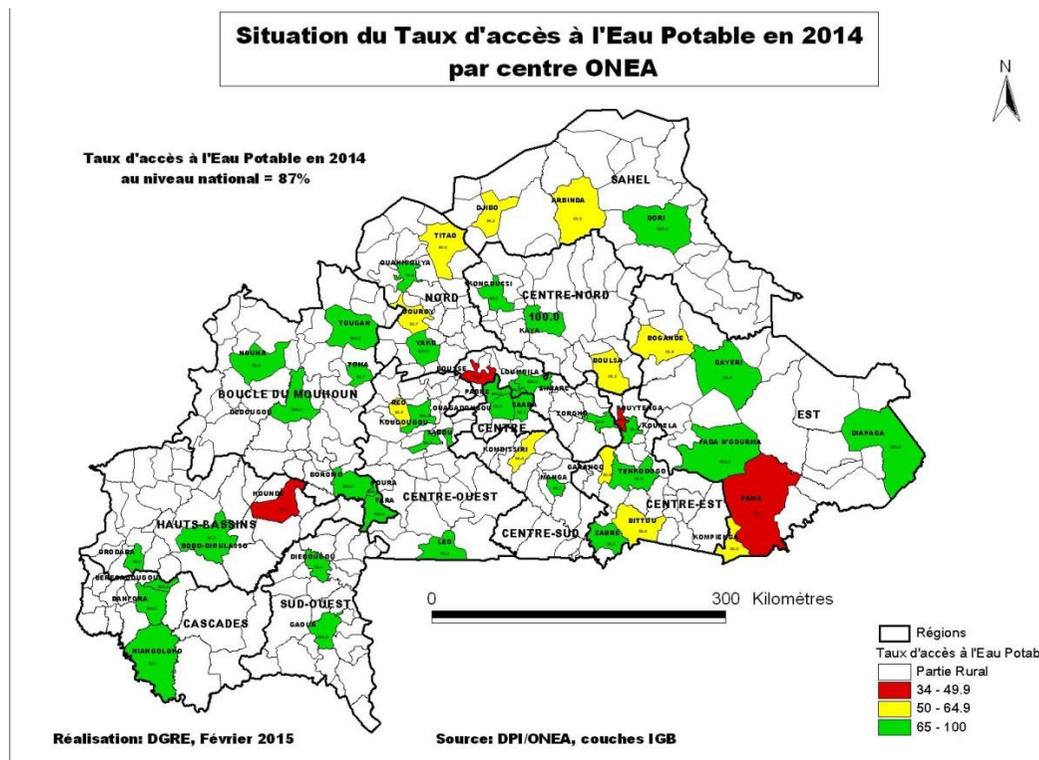
Tableau 48 : Taux d'accès à l'eau potable en milieu urbain par direction administrative en 2014 (%)

Régions	Centres concernés par le calcul	Taux d'accès à l'eau potable 2014 (%)
Boucle du Mouhoun	Dédougou, Toma, Tougan, Boromo, Nouna, Solenzo	96
Cascades	Banfara, Bérégadou, Niangoloko, Sindou	95
Centre	Ouagadougou, Saaba	92
Centre-Est	Tenkodogo, Koupela, Zabré, Bittou, Garango, Poytenga	61
Centre-Nord	Kaya, Kongoussi, Boulsa	90
Centre-Ouest	Koudougou, Sabou, Réo, Léo, Fara, Poura	89
Centre-Sud	Manga, Kombissiri, Pô	78
Est	Fada N'Gourma, Bogandé, Gayeri, Kompienga, Diapaga, Pama	78
Hauts-Bassins	Bobo Dioulasso, Orodara, Houndé	84
Nord	Ouahigouya, Titao, Yako, Gourcy	82
Plateau Central	Ziniare (+Lombila, Pabré), Boussé, Zorgho	78
Sahel	Dori, Djibo, Gorom-Gorom (+ Arbinda), Sebba	73
Sud-Ouest	Diébougou, Gaoua	93
Total ONEA		87

Source : ONEA, 2014

Au niveau des régions, le taux présente des disparités variant entre 61% et 96%. 7 régions ont un taux inférieur au taux national de 87% (Centre-Est, Centre-Sud, Est, Hauts-Bassins, Nord, Plateau central et Sahel).

Figure 12: Cartes du taux d'accès à l'eau potable en milieu urbain par centre ONEA



4.2 ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES ET EXCRETA

4.2.1 Milieu rural

Tableau 49 : Réalisations annuelles des ouvrages d'assainissement

Ouvrages d'assainissement	Besoins OMD 2007-2015	Réalizations									Besoins OMD 2015
		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Cumul 2007-2014	
Ecoles	5 391	428	421	913	448	916	562	552	631	4871	520
CSPS	1 145	0	76	126	89	226	169	128	140	954	191
Lieux publics	5 724	68	50	143	225	360	294	233	191	1564	4160
Familiaux	395 118	4 325	13 890	3 306	11 923	8 988	26 943	32 669	41 144	143 188	251 930

Source : BPO 2014-2015 ; Collecte de données assainissement 2014

Sur la base des besoins estimés pour l'atteinte des objectifs du PN-AEPA, il reste 251 930 latrines familiales à réaliser, soit 63,8%.

Les objectifs pourront être atteints aux niveaux des écoles et CSPS si la dynamique est maintenue.

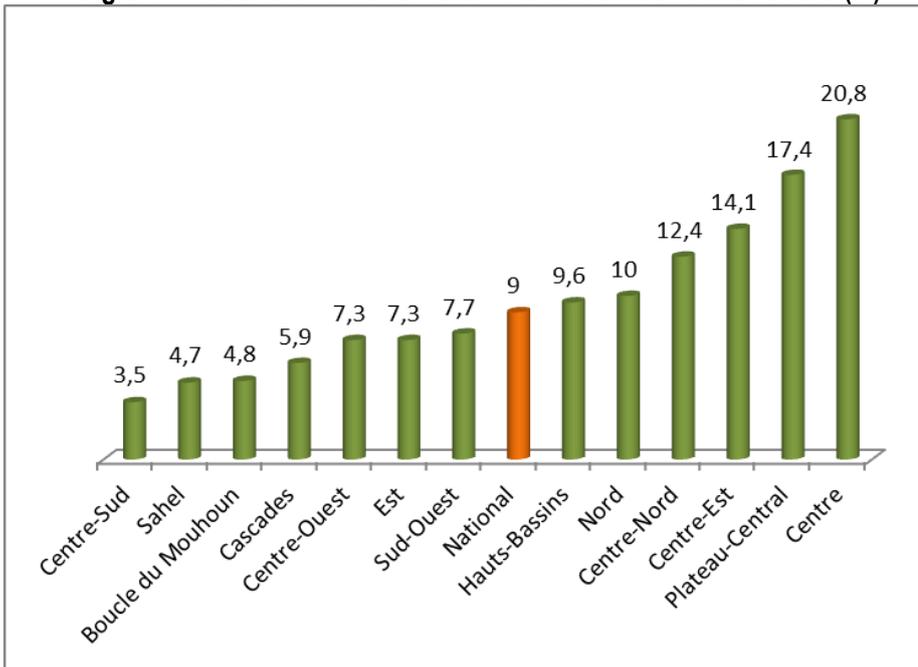
Tableau 50 : Taux d'accès à l'assainissement familial en 2014 par région

REGIONS	Nouvelles construction de latrines	Réhabilitation de latrines	Total	Taux d'accès (%)
Boucle du Mouhoun	1 741	14	1 755	4,8
Cascades	2 041	10	2 051	5,9
Centre	2 320	6	2 326	20,8
Centre-Est	4 286	1	4 287	14,1
Centre-Nord	10 382	5	10 387	12,4
Centre-Ouest	2 581	4	2 585	7,3
Centre-Sud	1 500	1	1 501	3,5
Est	3 295	1	3 296	7,3
Hauts-Bassins	3 617	15	3 632	9,6
Nord	1 989	7	1 996	10,0
Plateau-Central	1 310	8	1 318	17,4
Sahel	3 194	17	3 211	4,7
Sud-Ouest	2 779	20	2 799	7,7
National	41 035	109	41 144	9,0

Source : Collecte de données assainissement 2014

Au niveau national, la réhabilitation de 109 latrines et la construction de 41 035 nouvelles latrines ont permis de faire progresser le taux d'accès de 6% en 2013 à 9% en 2014. Ces actions ont permis à 411 440 personnes supplémentaires d'avoir accès à l'assainissement.

Figure 13: Taux d'accès à l'assainissement familial en milieu rural (%)



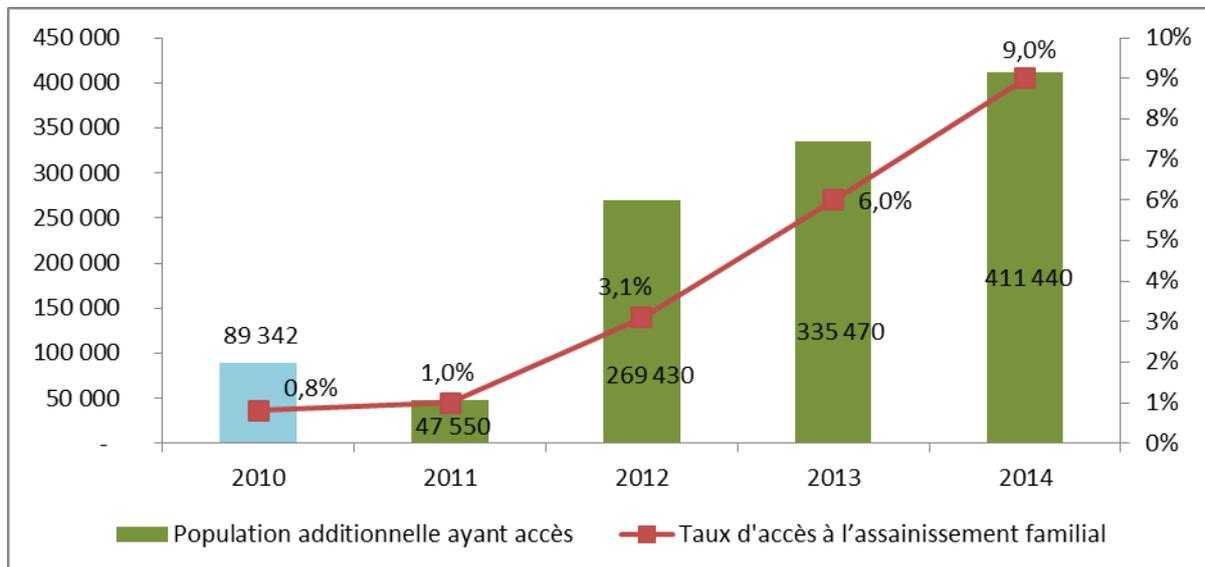
Les taux supérieurs à la moyenne nationale sont enregistrés dans 6 régions dont le plus élevé est celui de la région du Centre (20,8%).

Le taux d'accès de la région du Centre-sud est le plus faible (3,5%)

Source : DGAEUE, 2014

La population additionnelle desservie en assainissement depuis l'ENA est d'environ 1,064 millions. Les 89 342 personnes ayant accès à l'assainissement familial représentent la population totale desservie déterminées à partir des résultats de l'ENA.

Figure 14 : Evolution du taux d'accès à l'assainissement familial en milieu rural



Source : DGAEUE, 2014

4.2.2 Milieu urbain

Tableau 51 : Récapitulatif des réalisations physiques en assainissement depuis le démarrage du PN-AEPA

	PSA (nbre)	Assainissement familial (nbre)	Assainissement public (nbre)	Station d'épuration (nbre)	Réseau collectif (km)	Raccordés au réseau (nbre)	Stations de traitement des boues de vidange	Puisards
Prévision 2015	56	222 000	900	1	93	2 688	-	-
Réalisations 2007	2	48 902	0	0	0	0	0	79 319
Réalisations 2008	6	7 777	159	1	0	229	0	16 557
Réalisations 2009	11	8 664	178	0	14	126	0	14 985
Réalisations 2010	0	3 458	173	0	21	415	0	10 408
Réalisations 2011	27	10 218	231	0	2	3	0	22 462
Réalisations 2012	0	16 306	255	0	23	154	0	16 325
Réalisations 2013	0	15 473	388	0	0	148	1	11 872
Réalisation 2014	10	17 896	413	0	2,4	126	1	14 706
Cumul des réalisations 2007-2014	56	128 694	1 797	1	62,4	1201	2	186 634
Taux (%)	100	57,97	199,6	100	67,10	44,68	-	-
Gap 2014-2015 pour atteindre les OMD	0	93 306	0	0	30,6	1 487	-	-

Source : ONEA, 2014

L'analyse du tableau des performances montre que l'objectif des latrines publiques est largement dépassé. Les cibles OMD pour l'élaboration des PSA et la réalisation des stations d'épuration est atteinte. Le gap des latrines familiales, le réseau et les raccordements est élevé, l'atteinte de ces cibles en 2015 est donc compromise.

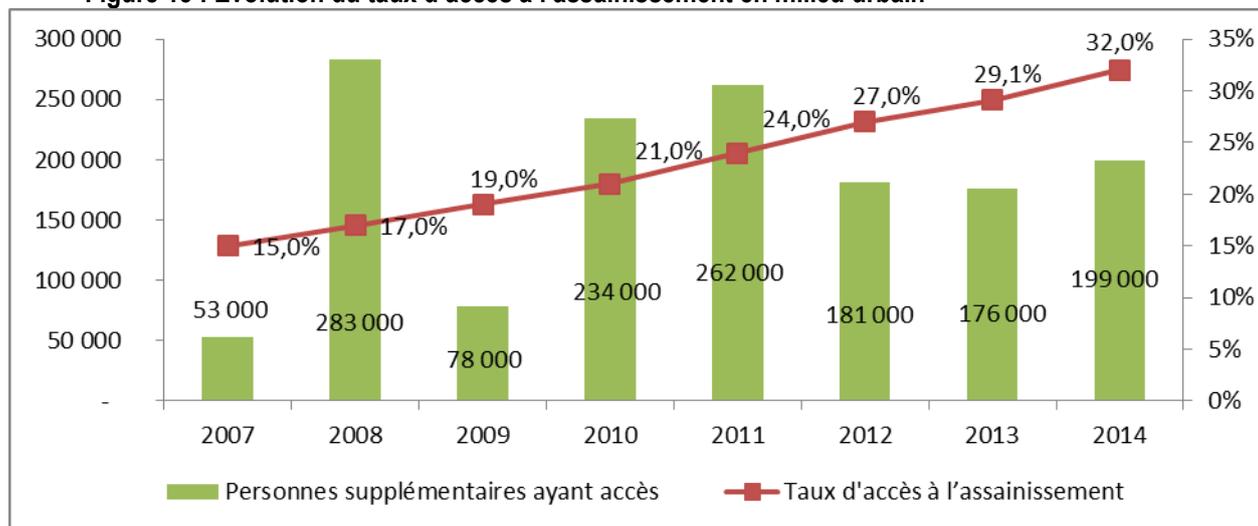
4.2.2.1. Mise en œuvre des Plans Stratégiques d'Assainissement

Le taux de mise en œuvre de PSA en 2014 est de 53% pour une cible de 52%. La cible 2014 est atteinte. La cible 2015 est de 57%

4.2.2.2 Accès à l'assainissement

Le taux d'accès à l'assainissement en 2014 pour les centres couverts par l'ONEA est de 32,0%. Ce taux est inférieur à la cible 2014 qui était de 35%. La cible de l'accès à l'assainissement en 2015 est de 40%.

Figure 15 : Evolution du taux d'accès à l'assainissement en milieu urbain



Source : ONEA, 2014

La population additionnelle desservie en assainissement depuis 2007 est de 1,466 millions de personnes pour une cible de 2,100 millions en 2015.

Tableau 52 : Taux d'accès à l'assainissement en milieu urbain par direction administrative en 2014 (%)

Régions	Centres concernés par le calcul	Taux d'accès à l'Assainissement 2014 (%)
Boucle du Mouhoun	Dédougou, Toma, Tougan, Boromo, Nouna, Solenzo	17
Cascades	Banfora, Bérégadou, Niangoloko, Sindou	23
Centre	Ouagadougou, Saaba	40
Centre-Est	Tenkodogo, Koupela, Zabré, Bittou, Garango, Poytenga	13
Centre-Nord	Kaya, Kongoussi, Boulsa	20
Centre-Ouest	Koudougou, Sabou, Réo, Léo, Fara, Poura	22
Centre-Sud	Manga, Kombissiri, Pô	11
Est	Fada N'Gourma, Bogandé, Gayeri, Kompienga, Diapaga, Pama	28
Hauts-Bassins	Bobo Dioulasso, Orodara, Houndé	34
Nord	Ouahigouya, Titao, Yako, Gourcy	24
Plateau Central	Ziniare, Lombila, Pabré, Boussé, Zorgho	9
Sahel	Dori, Djibo, Gorom-Gorom (+ Arbinda), Sebba	18
Sud-Ouest	Diébougou, Gaoua	21
Total ONEA		32

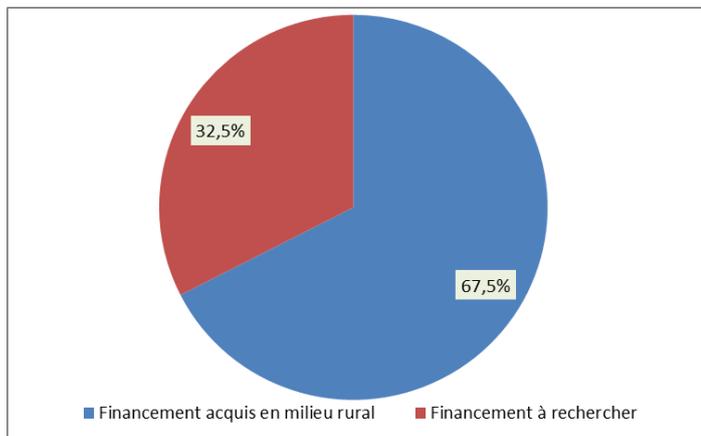
Source : ONEA 2014

L'analyse du tableau montre qu'il y a des disparités remarquables entre les taux d'accès à l'assainissement au niveau régional. Cela s'explique par la non mise en œuvre des PSA dans certains centres. En effet, les populations de tous les centres couverts en eau potable par l'ONEA sont considérées dans le calcul du taux d'accès alors qu'aucune réalisation n'est faite.

V. FINANCEMENT DU PN-AEPA

5.1 Milieu rural

Figure 16 : Financements acquis et à rechercher



Source : Plan de Financement DGRE, 2014

Tableau 53 : Financements acquis par rapport aux besoins de financement (en millions de FCFA)

Coût du PN-AEPA en milieu rural	Financement acquis	Gap de financement	Taux de mobilisation (en %)
406,0	273,9	132,0	67,5

5.1.1 Taux d'exécution du Budget Programme par Objectif en milieu rural

Tableau 54: Exécution BP Loi de finances 2014 (en millions de FCFA)

Source de financement	Budget	Engagé visé	Taux d'exécution base engagement (%)
Ressources propre de l'Etat	8 721,00	6 627,40	76
ABS	10 207,20	9 049,60	88,7
TOTAL	18 928,20	15 677,00	82,8

Source : CID

Les ressources de l'ABS, ajoutées aux ressources propres de l'Etat allouées aux dépenses d'investissement (projet nationaux et contrepartie de projet) au profit du secteur de l'AEPA en milieu rural au titre de l'année 2014 s'élèvent à 18 928,2 millions de FCFA. Le niveau d'exécution se situe à 15 677 millions de FCFA, soit un taux d'exécution de 82,8% base engagement-visé.

Ce taux est inférieur à la cible de la matrice de performance qui est de 90%. Cette situation s'explique par l'arrêt précoce des autorisations de dépenses à l'exception de celles liées au personnel dès le mois d'octobre 2014.

5.2 Milieu urbain

Tableau 55 : Proportion des financements acquis par rapport aux besoins de financement AEPA (en milliards de francs CFA)

Composante	Besoin en financement	Financement acquis	Taux de mobilisation (en %)
Eau potable	107,95	107,95	100%
Assainissement	51	48,85	96%
AEPA urbain	158,95	156,8	99%

Source : ONEA, 2014

Les besoins en financement sont totalement couverts pour l'AEP. Un GAP de 2,15 milliards est à rechercher pour l'assainissement.

5.2.1 Taux d'exécution du Budget d'investissement

Le taux d'exécution du budget d'investissement en 2014 en de 72% pour une cible annuelle de 90%. Ce taux n'est pas atteint. La cible 2015 est de 90%.

VI. ANALYSE DU PLAN DE PASSATION DES MARCHES

6.1 Milieu rural

Au cours de l'année 2014, les plans de passation des marchés ont été exécutés de manière satisfaisante cela à travers les résultats obtenus sur le terrain.

Tableau 56 : Situation d'exécution des plans de passation des marchés

REGIONS	Mode de passation des marchés					Total de marchés inscrits dal plan de passation	Etat passation	
	Appels d'offres	Demande de prix	Manifestation d'intérêt +Demande de proposition	Demande de cotation	Entente directe		Passé	Non passé
Boucle du Mouhoun	4	1	12	6	1	24	24	0
Cascades	3	0	5	9	1	18	17	1
Centre	7	2	4	9	4	26	26	0
Centre-Est	6	2	3	19	2	32	32	0
Centre-Nord	3	1	8	34	2	48	48	0
Centre-Ouest	13	0	5	0	0	18	18	0
Centre-Sud	4	0	2	13	1	20	20	0
Est	10	0	5	6	1	22	22	0
Hauts-Bassins	4	2	6	4	0	16	13	3
Nord	5	2	5	5	0	17	17	0
Plateau-Central	6	1	3	4	1	15	15	0
Sahel	3	0	4	9	1	17	17	0
Sud-Ouest	4	1	4	7	2	18	12	6
DGAEUE	1	3	1	0	0	5	4	1
DGRE	30	4	8	6	12	60	41	19
TOTAL	103	19	75	131	28	356	326	30

Source : Rapport 16^{ème} CRP, DGRE, DGAEUE

Même si globalement, les résultats obtenus dans la réalisation des ouvrages est satisfaisante, il n'en demeure pas moins qu'ils ont été obtenus avec beaucoup de difficultés :

- la majeure partie des marchés de travaux ont été conclus à l'entrée de la période hivernale mettant du même coup les différents acteurs sous pression, les ouvrages devant être exécutés et les marchés liquidés avant la fin d'année. De l'analyse des informations reçues, on note un démarrage tardif des procédures de passation des marchés et les marchés ont été passés pour la majorité hors de la période de validité des offres. Quant à l'exécution proprement dite des travaux, on note une faible performance d'un bon nombre d'entreprises occasionnant de grands retards dans l'exécution des travaux.

- pour les prestations intellectuelles, le même constat est fait quant au démarrage tardif des procédures d'acquisition et les longs délais mis pour la passation des marchés.
- pour les biens et services, on note même pour les appels à cotation de longs délais non justifiés.

Recommandations

- Ces constats sont faits sur la base d'informations reçues de quelques régions et qui sont très partielles, ce qui amène à recommander qu'un canevas de recueil d'information sur l'état de mise en œuvre des plans de passation et d'exécution des marchés soit adopté afin de parvenir à l'avenir à une analyse plus fine de la situation.
- Il est également recommandé une anticipation dans la mise en œuvre des procédures d'acquisition. Le mois d'octobre pour le début des manifestations d'intérêt en ce qui concerne les prestations intellectuelles et le mois de décembre pour les appels d'offres pour les travaux.
- Une analyse plus fine des offres des soumissionnaires devrait pouvoir conduire à la sélection d'entreprises performantes. Cela peut se faire à travers i) une vérification systématique des informations fournies par les soumissionnaires dans leurs offres, ii) une analyse des performances des entreprises dans l'exécution des marchés à travers l'analyse des délais d'exécution des marchés, iii) une vérification du plan de charge des entreprises. A cet effet, une bonne communication devra être établie entre les différents acteurs et la DGRE pourrait jouer le rôle de point focal.
- des efforts devraient être faits dans la réduction des délais de passation des marchés et dans les délais de paiements des prestataires.

6.2 Milieu urbain

- **Etat d'exécution du plan de passation des marchés (PPM) :** Au titre de l'année 2014, vingt-quatre (24) dossiers d'appel d'offres étaient inscrits au plan de passation des marchés (PPM) de l'ONEA, 12 ont été passés soit un taux de 50%. Ce faible taux s'explique par le fait que les dossiers non réalisés relèvent de la phase 2 de ZIGA dont les financements n'étaient pas encore bouclés.
- **Difficultés rencontrées dans la passation des marchés :** La principale difficulté demeure la lourdeur de la procédure de passation des marchés, en particulier le retard mis pour l'avis de conformité et de la publication par la Direction Générale de Contrôle des Marchés publics et Engagements Financiers (DGCMEF).
- **Solutions apportées :** Des rencontres a été organisée avec la DGCMEF afin d'expliquer les spécificités des dossiers de l'ONEA.
- **Perspectives :** Renforcer le partenariat entre l'ONEA et la DGCMEF par l'organisation d'un atelier dont l'objectif est de renforcer les capacités des acteurs intervenants dans le processus de passation des marchés.

CONCLUSION

En milieu rural, pour l'année 2014, le bilan physique des nouvelles réalisations est satisfaisant, mais cela n'a pas permis d'atteindre la cible du taux d'accès à l'eau potable fixée à 65%.

Le bilan d'exécution physique est également satisfaisant pour la réalisation des latrines familiales ; 41 144 latrines ont été réalisées pour une cible annuelle de 40 000 latrines familiales. Aussi, un taux d'accès de 9,0 % a été enregistré pour une cible fixée à 8,5 %.

Les difficultés identifiées dans la chaîne de réalisation des ouvrages AEPA au cours de l'année 2014 sont principalement liées au manque de synergie dans les interventions, la défaillance et le manque de professionnalisme de certaines entreprises.

En milieu urbain, la réalisation des travaux eau potable et assainissement du PN-AEPA s'est déroulée de façon satisfaisante avec pour résultat l'atteinte de la cible OMD de 87 % pour l'accès à l'eau potable. A l'inverse, la cible 2014 du taux d'accès à l'assainissement n'a pas été atteinte.

Des activités de renforcement des capacités et d'accompagnement des acteurs en matière d'eau et d'assainissement ont été menées au cours de l'année.

Dans l'ensemble les résultats atteints au cours de l'année 2014 restent assez satisfaisant avec une performance remarquable au niveau de l'assainissement familial.

Annexe 1 : Situation des montants transférés aux communes dans le domaine de l'AEP

REGIONS	Années	Nombre de communes bénéficiaires	Montants transférés en FCFA
Boucle du Mouhoun	2009	0	0
	2010	24	96 000 000
	2011	41	164 000 000
	2012	47	490 000 000
	2013	15	450 000 000
	2014	12	352 800 000
	Total 2009 - 2014		1 552 800 000
Cascades	2009	0	0
	2010	6	24 000 000
	2011	14	56 000 000
	2012	17	36 000 000
	2013	0	0
	2014	7	176 400 000
	Total 2009 - 2014		292 400 000
Centre	2009	4	8 000 000
	2010	6	24 000 000
	2011	6	24 000 000
	2012	7	24 000 000
	2013	0	0
	2014	3	75 600 000
	Total 2009 - 2014		155 600 000
Centre-Est	2009	0	0
	2010	9	36 000 000
	2011	24	96 000 000
	2012	30	60 000 000
	2013	0	0
	2014	1	25 200 000
	Total 2009 - 2014		217 200 000
Centre-Nord	2009	24	48 000 000
	2010	24	96 000 000
	2011	25	100 000 000
	2012	28	362 000 000
	2013	3	90 000 000
	2014	0	0
	Total 2009 - 2014		696 000 000

REGIONS	Années	Nombre de communes bénéficiaires	Montants transférés en FCFA
Centre-Ouest	2009	34	68 000 000
	2010	35	140 000 000
	2011	34	136 000 000
	2012	38	76 000 000
	2013	8	240 000 000
	2014	7	176 400 000
	Total 2009 - 2014		836 400 000
Centre-Sud	2009	0	0
	2010	1	4 000 000
	2011	16	64 000 000
	2012	19	182 000 000
	2013	0	0
	2014	3	75 600 000
	Total 2009 - 2014		325 600 000
Est	2009	6	12 000 000
	2010	9	36 000 000
	2011	22	88 000 000
	2012	27	54 000 000
	2013	7	210 000 000
	2014	4	100 800 000
	Total 2009 - 2014		500 800 000
Hauts-Bassins	2009	0	0
	2010	19	76 000 000
	2011	30	120 000 000
	2012	33	66 000 000
	2013	9	270 000 000
	2014	7	176 400 000
	Total 2009 - 2014		708 400 000
Nord	2009	11	22 000 000
	2010	24	96 000 000
	2011	27	108 000 000
	2012	31	62 000 000
	2013	23	712 000 000
	2014	8	252 000 000
	Total 2009 - 2014		1 252 000 000

REGIONS	Années	Nombre de communes bénéficiaires	Montants transférés en FCFA
Plateau Central	2009	0	0
	2010	16	64 000 000
	2011	17	68 000 000
	2012	20	264 000 000
	2013	1	30 000 000
	2014	1	28 320 000
	Total 2009 - 2014		454 320 000
Sahel	2009	20	40 000 000
	2010	23	92 000 000
	2011	22	88 000 000
	2012	26	82 000 000
	2013	3	90 000 000
	2014	8	226 800 000
	Total 2009 - 2014		618 800 000
Sud-Ouest	2009	1	2 000 000
	2010	5	20 000 000
	2011	24	96 000 000
	2012	28	348 000 000
	2013	4	120 000 000
	2014	2	50 400 000
	Total 2009 - 2014		636 400 000
National	2009	100	200 000 000
	2010	201	804 000 000
	2011	302	1 208 000 000
	2012	351	2 106 000 000
	2013	73	2 212 000 000
	2014	63	1 716 720 000
	Total 2009 - 2014		8 246 720 000